

www.cica-re.com

RAPPORT ANNUEL

2 0 2 3



Compagnie Commune de Réassurance
des Etats Membres de la Conférence
Interafricaine des Marchés d'Assurances



[Aller au sommaire](#)

SOMMAIRE

TABLE DES MATIÈRES	2
PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE	3
PRINCIPAUX INDICATEURS	4
CONSEIL D'ADMINISTRATION	5
DIRECTION GÉNÉRALE	6
AVANT-PROPOS	7
I- LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL	8
II- LES OPÉRATIONS	10
A. Les produits.....	10
1. Le Chiffre d'affaires.....	10
2. Les provisions de primes	21
3. Les autres produits	21
B. Les charges	22
1. Les charges de sinistres.....	22
2. Les commissions	24
3. Les autres charges	24
4. Le ratio combiné.....	24
C. La rétention et la rétrocession	25
D. Les résultats	28
1. Les Résultats Techniques	28
2. Le Résultat Net de l'Exercice.....	28
3. L'Affectation du Résultat Net.....	29
4. La masse bilancielle	29
III- LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE	30
IV. PERSPECTIVES.....	32
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	34
ANNEXES	43

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
* PRINCIPAUX INDICATEURS
* CONSEIL D'ADMINISTRATION
* DIRECTION GÉNÉRALE
* AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
* ANNEXES



CICA-RE

Créée le 24 septembre 1981 par les douze (12) Etats Membres de la Conférence Internationale des Contrôles d'Assurances (CICA) devenue CIMA depuis la signature en 1992 du Traité de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances, la CICA-RE a véritablement démarré ses opérations techniques à partir du 1^{er} janvier 1984. Le siège social est à Lomé (République Togolaise).



CAPITAL SOCIAL : 60 000 000 000 FCFA capital libéré

Au 31 décembre 2023, le capital de la compagnie est de 60 000 000 000 FCFA entièrement libéré qui se répartit comme suit :

- 51% détenus par les douze (12) Etats Membres
- 49% détenus par des Institutions Financières, des Banques de Développement et des Sociétés d'Assurances



NOTRE VISION

Etre le réassureur leader de la Zone CIMA et un opérateur incontournable sur le continent africain.

NOS VALEURS

- Réactivité
- Respect des engagements
- Bonne gouvernance
- Quête permanente de l'excellence

NOTRE MISSION

- Promouvoir le développement des activités nationales d'assurances et de réassurances dans les pays membres ;
- Favoriser la croissance des capacités de souscription et de rétention nationales, sous régionales et régionales ;
- Contribuer au développement économique de la Zone CIMA en particulier et de l'Afrique en général.

- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES



LES PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS		2023	2022	2021	2020	2019	Var. 22/23
EXPLOITATION	Primes Emises	117 585	105 965	96 895	87 040	63 798	11%
	Primes Conservées	91 859	86 394	81 735	70 521	54 805	6%
	Primes Acquises Nettes	90 588	83 467	78 155	64 251	52 850	9%
	Résultat Net	10 005	8 220	7 349	5 742	5 078	22%
STRUCTURE	Fonds Propres	104 622	98 083	84 733	77 989	62 773	7%
FINANCIERE	Total bilan	234 426	211 159	177 866	157 235	131 801	12%

Chiffres en millions de FCFA

RATING



GCR Zone CIMA AAA
International BB+

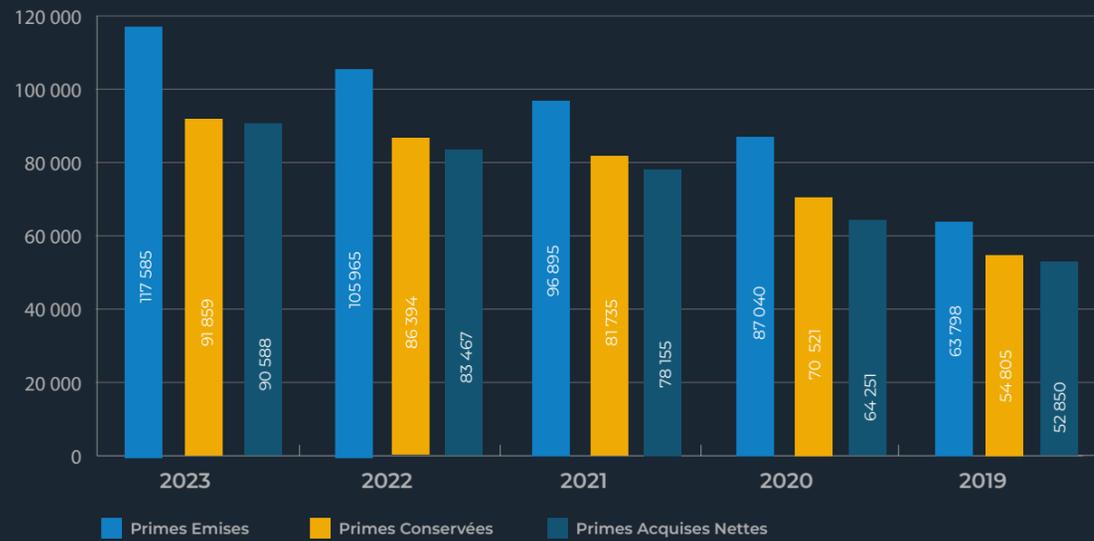
- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

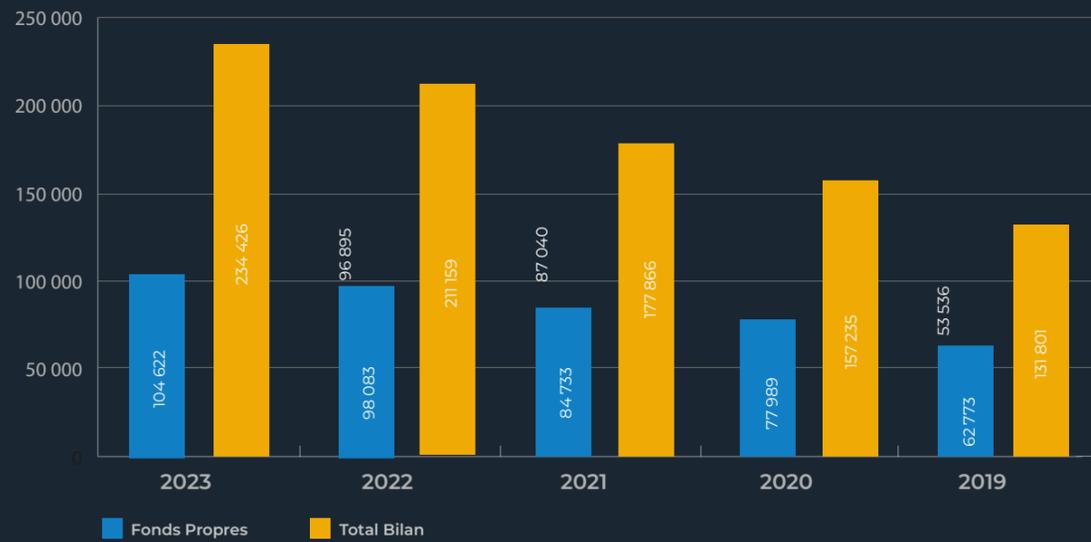
- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES



STRUCTURE D'EXPLOITATION 2019 - 2023
(million de FCFA)



STRUCTURE FINANCIERE 2019 - 2023
(million de FCFA)



- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES



COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

AU 31 DÉCEMBRE 2023



Olivier MEBIAME ASSAME

Président du Conseil d'Administration
Administrateur Représentant l'Etat
du GABON / Directeur National des
Assurances du Gabon



Mamadou DEME

Administrateur
Représentant l'Etat du
SENEGAL / Directeur des
Assurances du Sénégal



Issouf TRAORE

Administrateur
Représentant l'Etat de COTE
D'IVOIRE / Directeur des
Assurances de la Côte d'Ivoire



Frédéric FLEJOU

Administrateur
Représentant la BAD /
Consultant à la BAD



Maurice MATANGA

Administrateur
Représentant le Groupe
AUTRES SOCIETES/
Président du Conseil
d'Administration de CHANAS
ASSURANCES CAMEROUN



Moustapha BEN BARKA

Administrateur
Représentant la BOAD /
Vice-président de la BOAD



Jacques Gnénéyéri SILUE

Administrateur
Représentant la CNPS-CI
Directeur Général Adjoint
Chargé de l'Administration et
des Finances de la CNPS-CI



Antoni Marie Jubilairé ABOUI Epouse MENDOUA

Administrateur
Représentant l'Etat du
CAMEROUN / Directrice
des Assurances du
CAMEROUN



Mamou OUEDRAOGO

Administrateur
Représentant l'Etat du
BURKINA FASO /
Directrice des Assurances
du Burkina Faso



Mamadou KONE

Administrateur
Représentant les PRIVÉS
IVOIRIENS / Président de
l' Association des Sociétés
d'Assurances de Côte
d'Ivoire (ASA-CI)



Elvis Camille de Monique NZEINGUED

Administrateur
Représentant le Groupe
d'Etats : CONGO - BENIN
- MALI / Directeur National
des Assurances du CONGO



ASSIGNON Koffi Masé Elom

Administrateur
Représentant le Groupe
d'Etats : TOGO - TCHAD -
RCA - NIGER / Directeur
National des Assurances
du TOGO

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES

COMPOSITION DIRECTION GÉNÉRALE

AU 31 DÉCEMBRE 2023



Karim DIARASSOUBA
Directeur Général



Abdias SABA
Directeur Général Adjoint

- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES



40^e Rapport

annuel présente l'exercice comptable 2023, décrit les conditions dans lesquelles la Compagnie a évolué ainsi que les perspectives de développement

Le chiffre d'affaires 2023 s'établit à 117,585 milliards de FCFA et connaît une hausse de 10,97% par rapport à l'exercice précédent où le chiffre d'affaires était de 105,965 milliards de FCFA.

Pour la deuxième année consécutive, les affaires réalisées en zone CIMA représentent 50% du chiffre d'affaires global.

Les cessions légales représentent 38,20% contre 37,02% en 2022 du chiffre d'affaires soit une hausse de 14,50% portée par la cession légale au premier franc. Les conventionnelles qui, sur l'exercice écoulé, représentaient 62,98% du chiffre d'affaires, s'élèvent en 2023 à 61,80% toutes zones confondues en valeur relative, et enregistrent une hausse de 9%.

Les résultats techniques des acceptations brutes atteignent 38,474 milliards de FCFA. Le bénéfice de l'exercice, après déduction des frais généraux et amortissements, et sous l'effet des profits et pertes hors exploitation, s'élève à 10,005 milliards de FCFA contre 8,220 milliards de FCFA en 2022, soit une hausse de 22%. Il représente 17% du capital social.

Le total du bilan s'élève à 234,426 milliards de FCFA contre 211,159 milliards de FCFA en 2022, soit une hausse de 23,267 milliards de FCFA en valeur absolue et de 11% en valeur relative.

Ce rapport, dans une première partie, décrit le contexte économique et l'environnement commercial au cours de l'exercice 2023.

Dans une deuxième partie, sous le titre «les opérations», l'exploitation est analysée.

Le rapport donne, en conclusion, un aperçu sur les perspectives de la Compagnie au cours des prochains exercices.

- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES

CONTEXTE ECONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

L'économie mondiale, en 2023, a encore une fois été marquée par la persistance des tensions géopolitiques, inflationnistes et des chocs météorologiques extrêmes. En dépit de cette conjoncture défavorable diversement ressentie selon les zones géographiques, la croissance mondiale s'est montrée résiliente.

Aux Etats-Unis, la reprise a été forte (+2,5%) soutenue par une consommation des ménages et par l'investissement public et privé.

Au Japon, la croissance a été relativement robuste (+1,9%) tirée essentiellement par les exportations.

Dans la zone Euro, la croissance du PIB en volume est passée de 3,5% en 2022 à 0,5% en 2023. Ce ralentissement de la croissance en zone Euro reflète des performances économiques hétérogènes entre les pays membres en raison d'une part de la crise énergétique et d'autre part des politiques économiques mises en œuvre pour stabiliser la situation économique.

Dans les pays asiatiques, la reprise a été effective même si l'activité de la Chine ralentit à plus de 5,2% du fait de la sortie tardive de la pandémie de Covid-19 et d'une crise immobilière.

En Afrique subsaharienne, le PIB réel a régressé de 4,4% en 2022 à 3,3% en 2023 en rapport avec les situations économiques du Nigéria et de l'Afrique du Sud.

Selon le rapport annuel 2023 de l'UEMOA, la croissance économique de l'Union se stabiliserait à 5,7% comme en 2022 en lien avec la

bonne tenue de tous les secteurs d'activités. Le taux d'inflation annuel moyen de l'Union en 2023 ressortirait à 3,8% contre 7,4% en 2022.

L'exécution des budgets des Etats Membres de l'UEMOA en 2023 se solderait par une réduction du déficit budgétaire global à 5,3% du PIB contre 6,7% en 2022. Quant au déficit budgétaire global, hors dons, il se réduirait pour se situer à 6,7% du PIB contre 8% en 2022, expliqué par une hausse des recettes publiques plus importantes que celles des dépenses. Le taux d'endettement s'établirait à 59,5% en 2023 contre 57,6% en 2022, soit une progression de 1,9 point de pourcentage.

Concernant les échanges extérieurs de l'Union, le solde global de la balance des paiements enregistrerait une amélioration, en ligne avec l'atténuation du déficit du compte courant, modérée par le repli des entrées des capitaux au titre du compte financier pour se situer à - 2,5% du PIB contre -3% en 2022. Les réserves couvriraient 3,5 mois d'importation de biens et services en 2023.

Dans la zone CEMAC, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) rapporte que la croissance de la communauté pour l'année 2023 est revenue de 2,9% en 2022 à 2% en 2023, grevée par un repli de l'activité pétrolière conjuguée avec le ralentissement des activités non pétrolières.

L'inflation dans la CEMAC, au 4ème trimestre 2023, a poursuivi son évolution baissière, amorcée depuis le 2ème trimestre 2023 même si elle demeure au-dessus de la norme communautaire de 3% en moyenne annuelle. Ainsi, le taux d'inflation en moyenne annuelle est revenu à 5,6% après 6,2% au 3ème trimestre 2023 comme en 2022.

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES

 Suite

 Accueil

5,7%
de taux de
croissance
dans la Zone
UEMOA

2,0%
de taux de
croissance
dans la Zone
CEMAC

**AMBITION
CICA-RE 2028**

Plan
Stratégique
de Développement
2024-2028

Après un repli sur six mois consécutifs, les réserves de changes de la BEAC ont renoué avec une évolution à la hausse depuis novembre 2023 pour se hisser à 6,863 milliards de FCFA au 31 janvier 2024 en progression de 1,4%. Dans l'ensemble, cette dynamique s'explique essentiellement par les efforts de rapatriement des recettes d'exportation, notamment l'augmentation des rétrocessions des devises par les banques commerciales pour le compte de leur clientèle du secteur extractif, autorisée à détenir des comptes en devises.

Dans la zone CIMA, l'uniformisation des modalités d'évaluation de la provision de gestion à travers l'adoption du Règlement d'application N°1/CIMA/2024 portant mise en œuvre du Règlement N°002/CIMA/PCMA/CE/2024 du 16 janvier 2024 modifiant et complétant le régime financier applicable aux organisations d'assurances, vient renforcer le régime financier applicable aux entreprises d'assurances.

Les statistiques du marché, publiées par la FANAF en 2023, ressortent une prime globale de 1 659 milliards de FCFA en 2022 contre 1 488,6 milliards de FCFA en 2021, soit une hausse de 11,4%. Les primes Vie s'élèvent à 614,8 milliards de FCFA contre 549,6 milliards de FCFA en 2021, soit une hausse de 11,9%, légèrement en deçà du taux de croissance observé en 2021 de 13,6%. Le marché Non-Vie enregistre des primes pour un montant total de 1 044,2 milliards de FCFA contre 939 milliards de FCFA en 2021, soit une hausse de 11,1% légèrement au-dessus du taux ressorti en 2021 de 9,5%.

Au niveau de la CICA-RE, les activités en 2023 sont marquées par :

- L'élaboration du Plan Stratégique de Développement 2024-2028 en cours de finalisation ;
- L'approbation par le Conseil d'Administration du cadre provisoire d'appétence au risque d'actifs ;
- La reconduction de la notation financière AM BEST de la Compagnie de « B+ » pour la solidité financière et de « bbb- » pour le crédit émetteur ;
- La survenance de quelques sinistres majeurs dont celui de la Turquie survenu le 06 février 2023.

C'est dans ce contexte économique que le Conseil d'Administration a conduit les principaux projets de la CICA-RE.

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES



LES OPERATIONS



A. LES PRODUITS

1. LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires brut toutes branches confondues s'élève à 117,585 milliards de FCFA contre 105,965 milliards de FCFA en 2022, en hausse de 11,620 milliards de FCFA en valeur absolue, soit une progression de 10,97%.

La progression du chiffre d'affaires provient essentiellement de la hausse des souscriptions des traités Vie et Non-Vie d'un montant total de 16,708 milliards de FCFA. Les détails des progressions se présentent de la façon suivante :

- Nouvelles Cessions légales Non-Vie : de FCFA 24,178 milliards en 2022 à FCFA 28,080 milliards en 2023 (1er Franc FCFA 15,127 milliards ; Cessions légales Facultatives FCFA 12,953 milliards).
- Nouvelles Cessions légales Vie : de FCFA 2,233 milliards en 2022 à FCFA 2,888 milliards en 2023 (1er Franc 2,771 milliards ; Cessions légales Facultatives 0,117 milliard).
- Cessions légales Traditionnelles Traités Non-Vie : de FCFA 9,425 milliards en 2022 à FCFA 11,297 milliards en 2023.
- Traités Vie CIMA : de FCFA 1,946 milliards en 2022 à FCFA 3,175 milliards en 2023.
- Traités conventionnels Non-Vie CIMA : de FCFA 2,391 milliards en 2022 à FCFA 2,525 milliards en 2023.
- Traités Non-Vie Hors CIMA Afrique : de FCFA 6,567 milliards en 2022 à FCFA 9,164 milliards en 2023.
- Traités Vie Hors CIMA Afrique : de FCFA 0,021 milliard en 2022 à FCFA 0,169 milliard en 2023.

- Facultatives Vie Hors CIMA Afrique : de FCFA 0,035 milliard en 2022 à FCFA 0,055 milliard en 2023.
- Traités Non-Vie Hors Afrique : de FCFA 24,667 milliards en 2022 à FCFA 30,824 milliards en 2023.

Cependant, cette hausse a été atténuée par la régression des souscriptions sur les facultatives Vie et Non-Vie d'un montant total de 5,094 milliards de FCFA. Les zones ayant connues les baisses sont les suivantes :

- Cessions légales Traditionnelles Traités Vie : de FCFA 3,390 milliards en 2022 à FCFA 2,650 milliards en 2023.
- Facultatives Non-Vie CIMA : de FCFA 9,122 milliards en 2022 à FCFA 7,998 milliards en 2023.
- Facultatives Vie CIMA : de FCFA 0,254 milliard en 2022 à FCFA 0,233 milliard en 2023.
- Facultatives Non-Vie Hors CIMA Afrique : de FCFA 7,136 milliards en 2022 à 6,428 milliards en 2022.
- Facultatives Non-Vie Hors Afrique : de FCFA 13,634 milliards en 2022 à 11,632 milliards en 2023.
- Facultatives Vie Hors Afrique : de FCFA 0,967 milliard en 2022 à 0,468 milliard en 2023.

- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

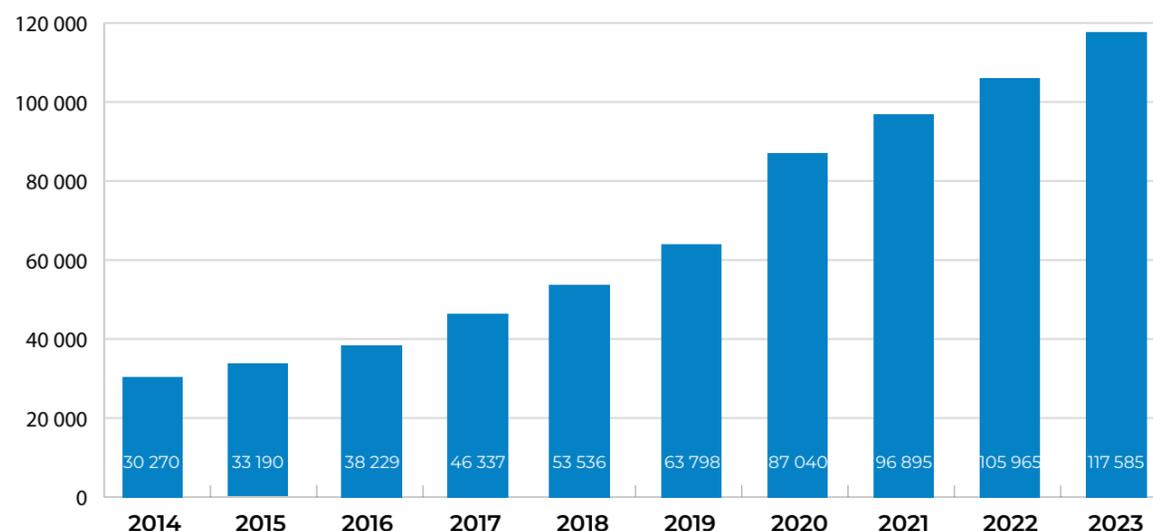
- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES

 [Suite](#)

 [Accueil](#)

La figure, ci-dessous présente l'évolution du chiffre d'affaires par exercice comptable.

Evolution du chiffres d'affaires 2014 - 2023
(million de FCFA)



a) Répartition du chiffre d'affaires par centre de production

Quatre centres de production animent l'activité de la Compagnie : la Succursale de Tunis et le Siège à Lomé qui abrite la Direction des Opérations Vie et la Direction Centrale de la Production Non-Vie (DCPNV), le Bureau Régional de Douala, le Bureau Régional d'Abidjan,

Tableau 1. Répartition du chiffre d'affaires 2023 et 2022 par centre de production (en millions FCFA)

CENTRE DE PRODUCTION	2023		2022		VARIATION 2023 / 2022	
	MONTANT	%	MONTANT	%		
BUREAU REGIONAL AFRIQUE CENTRALE	721	15,07	14 250	13,45	24,35%	
BUREAU REGIONAL AFRIQUE DE L'OUËST	36 442	30,99	32 827	30,98	11,01%	
SUCCURSALE AFRIQUE DU NORD	6 649	5,65	5 818	5,49	14,28%	
SIEGE LOME	NON-VIE	47 136	40,09	44 224	41,73	6,56%
	VIE	9 637	8,20	8 846	8,35	8,95%
	TOTAL SIEGE	56 773	48,28	53 070	50,08	6,98%
TOTAL CICA-RE	117 585	100,00	105 965	100,00	10,97%	

- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES



► **Le Bureau Régional Afrique centrale** a enregistré en 2023 une production de 17,121 milliards de FCFA contre 14,250 milliards de FCFA en 2022, soit une hausse de 24,35%, et représente 15,07% du chiffre d'affaires total de la Compagnie en 2023.

► **La Succursale Afrique du Nord** a enregistré en 2023 une production de 6,649 milliards de FCFA contre 5,818 milliards de FCFA en 2022, soit une hausse de 14,28%, et représente 5,65% du chiffre d'affaires total de la Compagnie en 2023.



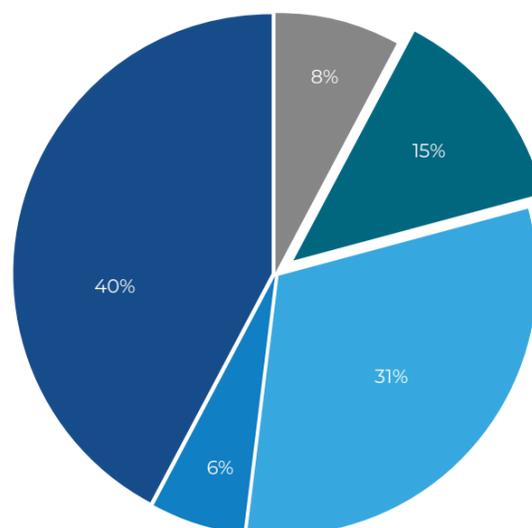
► **Le Bureau Régional Afrique de l'Ouest :** le chiffre d'affaires généré par ce centre de production s'est établi en 2023 à 36,442 milliards de FCFA contre 32,827 milliards FCFA en 2022, soit une croissance de 11,01%, et représente 30,99% du chiffre d'affaires total de la Compagnie en 2023.

► **Le Siège** (Direction Centrale de la Production Non-Vie et Direction des Opérations Vie) a enregistré en 2023 une production cumulée de 56,773 milliards de FCFA contre 53,070 milliards de FCFA en 2022, soit une augmentation de 6,98%, et représente 48,28% du chiffre d'affaires total de la Compagnie en 2023.

- La Direction Centrale de la Production Non-Vie (DCPNV) a enregistré une production en 2023 de 47,136 milliards de FCFA contre 44,224 milliards de FCFA en 2022, soit une hausse de 6,59%, et représente 40,09% du chiffre d'affaires total de la Compagnie en 2023.

- La Direction des Opérations Vie a réalisé une production en 2023 de 9,637 milliards de FCFA contre 8,846 milliards de FCFA en 2022, soit une hausse de 8,95%, et représente 8,20% du chiffre d'affaires total de la Compagnie en 2023.

Figure 2. Répartition du chiffre d'affaires 2023 par centre de production



- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES



b) Le chiffre d'affaires par branche

Au cours de l'exercice sous revue, s'agissant de l'activité Non-Vie, les branches Incendie, Risques Annexes et Risques Techniques restent dominantes dans le chiffre d'affaires auquel elles ont contribué à hauteur de 71,907 milliards de FCFA, soit 61,15% du chiffre d'affaires global. La branche Automobile et Accident suit avec 16,297 milliards FCFA et représente 13,86% du montant total des primes. Les primes générées par les branches Transport-Aviation-Energie représentent 11,09% de la production totale pour un chiffre d'affaires de 13,046 milliards de FCFA. La production des branches Risques Agricoles est de 6,698 milliards de FCFA et représente 5,70% du chiffre d'affaires total.

Quant aux acceptations de la branche Vie, elles s'élèvent à 9,637 milliards de FCFA, soit 8,20% du chiffre d'affaires de la Compagnie.

Les branches Incendie, Risques Annexes et Risques Techniques continuent de progresser avec un taux de 11,89% en 2023.

Le chiffre d'affaires de la branche Transport-Aviation-Energie et de la branche Vie, ont augmenté respectivement de 15,07% et de 8,95% en 2023.

Le chiffres d'affaires de la branche Automobile et accidents a augmenté légèrement de 2,06% en 2023. Le chiffre d'affaires de la branche Agriculture qui a connu une baisse en 2022 a augmenté de 20,77% en 2023, en lien avec la réception des comptes des exercices antérieurs.

Tableau 2 : Chiffre d'affaires 2023 par branche (en millions de FCFA)

BRANCHE	2023	%	2022	%	VARIATION (23/22)
INCENDIE - RA-RT	71 907	61,15	64 268	60,65	11,89%
TRANSPORT-AVIATION-ENERGIE	13 046	11,09	11 337	10,70	15,07%
AUTO-RCD-AT ACCIDENT	16 297	13,86	15 969	15,07	2,06%
RISQUES AGRICOLES	6 698	5,70	5 546	5,23	20,77%
TOTAL NON-VIE	107 948	91,80	97 120	91,65	11,15%
VIE	9 637	8,20	8 846	8,35	8,95%
TOTAL GÉNÉRAL	117 585	100,00	105 965	100,00	10,97%

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

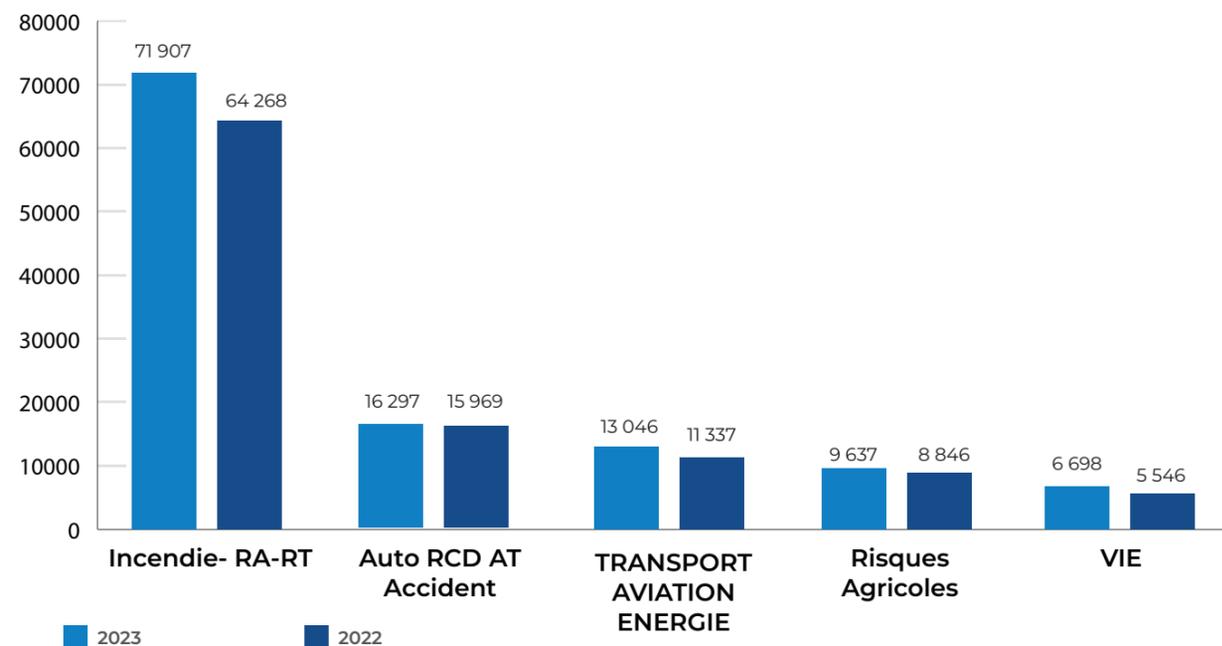
* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES

 **Suite**

 **Accueil**

La figure 3, Chiffre d'affaires 2023 par branche d'assurance (en millions de FCFA)



c) Le chiffre d'affaires par forme d'acceptation et par zone

Tableau 3. Chiffre d'affaires cessions conventionnelles et légales (en millions de FCFA)

CA PAR ZONE ET PAR TYPE	2023	2022	2 021	2020	2019	Prop.2023	Var. 2023/2022	Var.
CIMA								
CESSIONS LÉGALES	44 915	39 227	35 484	34 825	9 954	38%	14,50%	11%
TRAITÉS	5 699	4 337	4 225	5 266	6 399	5%	31,41%	3%
FACULTATIVES	8 231	9 375	6 505	6 603	10 097	7%	-12,20%	44%
TOTAL ZONE CIMA	58 845	52 939	46 214	46 695	26 450	50%	11,16%	15%
ZONE HORS CIMA								
TRAITÉS	40 157	31 254	28 733	23 447	25 312	34%	28,49%	9%
FACULTATIVES	18 583	21 772	21 949	16 898	12 036	16%	-14,65%	-1%
TOTAL ZONE HORS CIMA	58 740	53 026	50 681	40 345	37 348	50%	10,78%	5%
TOUTES ZONES								
CESSIONS LÉGALES	44 915	39 227	35 484	34 825	9 954	38%	14,50%	11%
TRAITÉS	45 857	35 591	32 958	28 713	31 711	39%	28,84%	8%
FACULTATIVES	26 814	31 147	28 454	23 501	22 133	23%	-13,91%	9%
TOTAL TOUTES ZONES	117 585	105 965	96 895	87 040	63 798	100%	10,97%	9%

- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

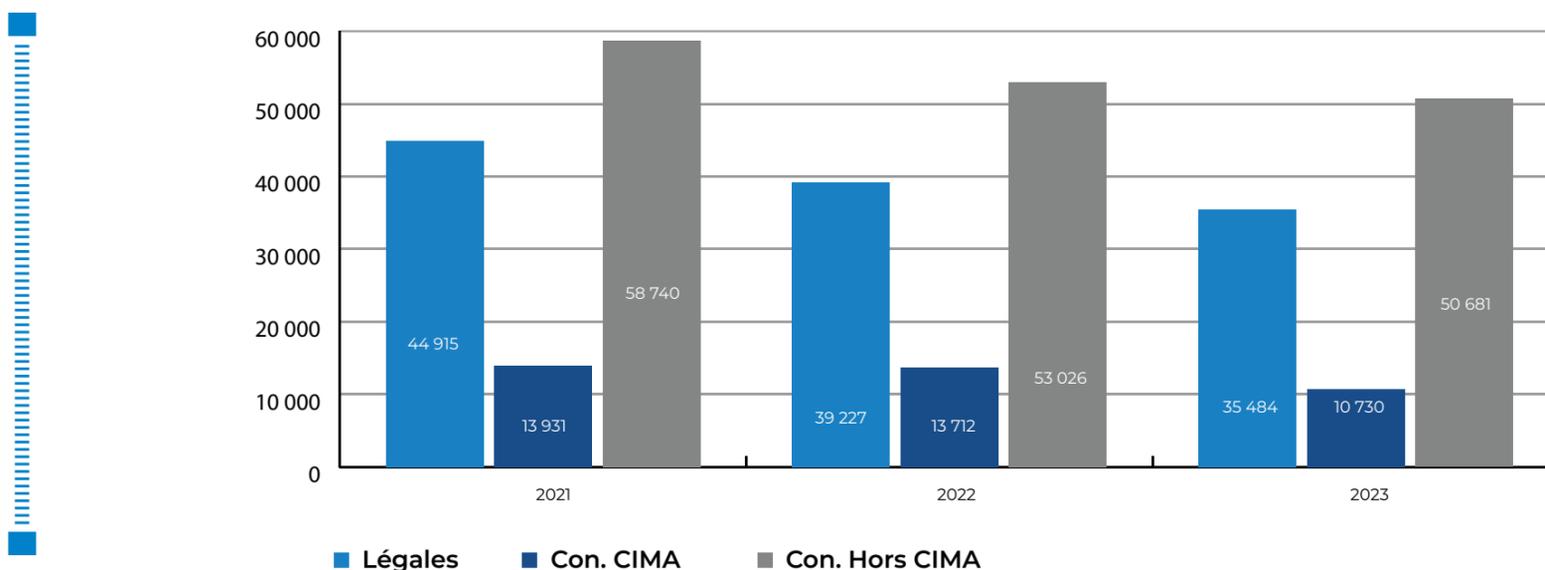
- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES

Suite

Accueil

Figure 4. Evolution du chiffre d'affaires cessions légales et conventionnelles (en millions de FCFA)



Zone CIMA : le chiffre d'affaires réalisé dans cette zone est de 58,845 milliards de FCFA. On constate une hausse de 11,16% par rapport à la réalisation de l'exercice 2022 qui était de 52,939 milliards de FCFA.

La branche Non-Vie passe de 45,116 milliards de FCFA en 2022 à 49,900 milliards de FCFA en 2023, soit une hausse de 10,60%. Quant à la branche Vie, elle passe de 7,823 milliards de FCFA en 2022 à 8,946 milliards de FCFA en 2023, soit une progression de 14,35%.



Les cessions légales Vie et Non Vie se chiffrent à 44,914 milliards de FCFA en 2023 contre 39,227 milliards de FCFA en 2022, et représentent 38,20% du chiffre d'affaires global et 76,33% des acceptations provenant de la zone CIMA (74,10% en 2022).

Concernant les cessions conventionnelles (traités et facultatives), elles s'élèvent à 13,931 milliards de FCFA contre 13,712 milliards de FCFA en 2022 et représentent respectivement 11,85% du chiffre d'affaires global et 23,67% des acceptations provenant de la Zone CIMA (25,90% en 2022).

Zones Hors CIMA : la branche Incendie-RA-RT reste la principale branche de souscription de la Zone hors CIMA avec une réalisation de FCFA 43,496 milliards. Elle représente 74,05% du chiffre d'affaires de cette Zone qui s'élève à FCFA 58,740 milliards. Au niveau de ce portefeuille, les affaires Non-Vie sont en progression de 11,63% en passant de 52,004 milliards de FCFA en 2022 à 58,049 milliards de FCFA en 2023. Cette progression est soutenue par les affaires souscrites en Incendie-RA-RT en hausse de 10,13% en passant de FCFA 39,494 milliards en 2022 à FCFA 43,496 milliards en 2023, la branche Transport en progression de 91,06% passant de FCFA 1,813 milliards à FCFA 3,464 milliards en 2023 et la branche Agricole qui passe de FCFA 5,228 milliards à FCFA 6,154 milliards en 2023 soit une hausse de 12,54%.

La branche Auto-RCD-AT-Accidents a connu une baisse de 5,61% passant de FCFA 5,228 milliards en 2022 à FCFA 4,935 milliards en 2023.

Les affaires Vie de cette zone ont connu une régression de 32,42% s'établissent à FCFA 0,691 milliard en 2023 contre FCFA 1,023 milliards en 2022 :

- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES

Suite

Accueil

Tableau 4 : Chiffre d'affaires hors CIMA réparti par branche d'assurance (en millions de FCFA)

BRANCHE	2023	%	2022	%	VARIATION (23/22)
INCENDIE - RA-RT	43 496	74,05	39 494	74,48	10,13%
TRANSPORT-AVIATION-ENERGIE	3 464	5,90	1 813	3,42	91,06%
AUTO-RCD-AT ACCIDENT	4 935	8,40	5 228	9,86	-5,61%
RISQUES AGRICOLES	6 154	10,48	5 468	10,31	12,54%
TOTAL NON-VIE	58 049	98,82	52 004	98,07	11,63%
VIE	691	1,18	1 023	1,93	-32,42%
TOTAL GÉNÉRAL	58 740	100,00	53 026	100,00	10,78%

Zone Hors CIMA Afrique :

Les acceptations provenant de cette zone se chiffrent à FCFA 15,816 milliards en 2023 contre 13,758 milliards en 2022, soit une augmentation de 14,96%. Cette hausse résulte principalement de l'augmentation des acceptations des aliments des traités Vie et Non Vie.

Zone Hors Afrique :

Les acceptations provenant de cette zone s'élèvent à FCFA 42,924 milliards en 2023 contre FCFA 39,268 milliards en 2022, soit une hausse de 9,31%. Cette hausse concerne principalement les acceptations Traités et facultatives Non-Vie ainsi que quelques souscriptions en facultatives Vie.

Tableau 5. Chiffre d'affaires hors CIMA réparti par Zone et par type d'affaires (en millions de FCFA)

BILAN	BRANCHE	ZONE HORS CIMA AFRIQUE			ZONE HORS AFRIQUE			TOTAL GENERAL
		TRAITES	FACULTATIVES	TOTAL	TRAITES	FACULTATIVES	TOTAL	
2022	NON-VIE	6 567	7 136	13 703	24 667	13 634	38 301	52 004
	VIE	20	35	55	0	968	968	1 023
	TOTAL	6 587	7 171	13 758	24 667	14 601	39 268	53 026
2023	NON-VIE	9 164	6 428	15 592	30 824	11 632	42 456	58 049
	VIE	169	55	224	0	468	468	691
	TOTAL	9 334	6 483	15 816	30 824	12 100	42 924	58 740

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES

 Suite

 Accueil

d) Le chiffre d'affaires de la zone CIMA par pays

• Chiffre d'affaires et résultat technique Non-Vie

Tableau 6.: Chiffre d'affaires et résultat technique Non-Vie de la zone CIMA réparti par PAYS (en millions de FCFA)

PAYS	PRIMES			RÉSULTATS TECHNIQUES			PART DANS LE C.A.(EN %)		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
BÉNIN	1 372	1 505	2 511	728	834	366	1,52%	1,55%	2,33%
BURKINA-FASO	4 051	4 126	4 027	-405	1 174	2 073	4,50%	4,25%	3,73%
CAMEROUN	5 227	6 681	6 136	5 525	1 227	3 027	5,81%	6,88%	5,68%
CENTRAFRIQUE	133	96	86	-262	45	80	0,15%	0,10%	0,08%
CONGO	1 906	2 390	2 996	1 362	916	1 737	2,12%	2,46%	2,78%
CÔTE D'IVOIRE	12 301	17 032	15 919	2 311	5 602	10 649	13,67%	17,54%	14,75%
GABON	2 592	1 973	3 010	1 503	1 159	1 725	2,88%	2,03%	2,79%
MALI	2 235	2 180	3 630	993	1 302	1 805	2,48%	2,24%	3,36%
NIGER	1 082	1 248	1 658	631	405	1 151	1,20%	1,29%	1,54%
SÉNÉGAL	7 118	6 424	8 140	3 042	2 919	3 442	7,91%	6,61%	7,54%
TCHAD	333	440	1 075	42	132	355	0,37%	0,45%	1,00%
TOGO	984	1 020	711	-209	356	399	1,09%	1,05%	0,66%
TOTAL CIMA	39 334	45 116	49 900	15 260	16 072	26 809	43,70%	46,45%	46,23%
HORS CIMA	50 671	52 004	58 049	10 699	7 952	9 284	56,30%	53,55%	53,77%
TOTAL NON-VIE	90 004	97 120	107 948	25 959	24 024	36 093	100,00%	100,00%	100,00%

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

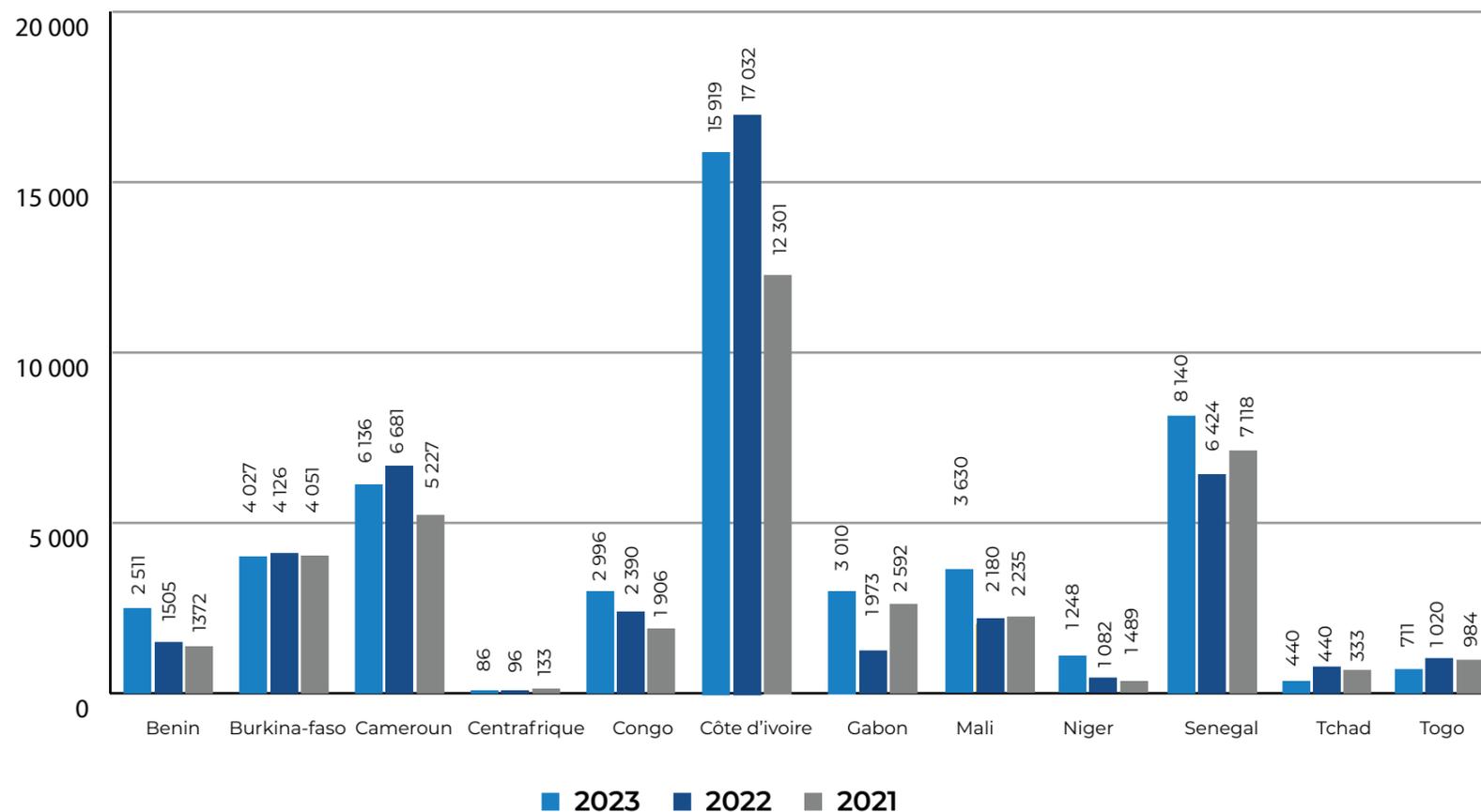
* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES

 Suite

 Accueil

Figure 5. Chiffre d'affaires Non-Vie de la zone CIMA par Pays (en millions FCFA).



La Non-Vie : Seuls la Centrafrique, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Togo ont vu leurs chiffres d'affaires régresser au cours de l'exercice 2023. Tous les autres pays de la Zone CIMA ont enregistré une progression de leurs chiffres d'affaires 2023.

Le résultat de la zone CIMA est globalement bénéficiaire de FCFA 36,093 milliards en 2023 contre FCFA 24,024 milliards en 2022. Tous les pays ont connu un résultat bénéficiaire en 2023. Cependant, le Bénin a vu son résultat technique régresser.

- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES

[Suite](#)

[Accueil](#)



- *Chiffre d'affaires et résultat technique Vie*

Tableau 7. Chiffre d'affaires et résultat technique Vie de la zone CIMA réparti par PAYS (en millions de FCFA)

PAYS	PRIMES			RÉSULTATS TECHNIQUES			PART DANS LE C.A.(EN %)		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
BÉNIN	471	390	412	342	-10	162	6,84%	4,41%	4,27%
BURKINA-FASO	1 101	842	1 111	498	237	49	15,97%	9,52%	11,53%
CAMEROUN	721	1 010	876	12	153	204	10,46%	11,42%	9,09%
CENTRAFRIQUE	0	0	0	0	0	0			
CONGO	135	57	148	61	37	-13	1,96%	0,65%	1,53%
CÔTE D'IVOIRE	2 113	2 901	3 818	978	148	1 252	30,66%	32,80%	39,61%
GABON	416	349	379	-48	88	-216	6,03%	3,95%	3,93%
MALI	278	303	261	152	113	73	4,03%	3,42%	2,71%
NIGER	178	190	225	2	-142	79	2,58%	2,14%	2,34%
SÉNÉGAL	1 091	1 193	1 102	-181	339	-16	15,84%	13,48%	11,43%
TCHAD	85	129	109	-23	123	-39	1,24%	1,46%	1,14%
TOGO	292	459	505	266	-77	129	4,23%	5,18%	5,24%
TOTAL CIMA	6 880	7 823	8 946	2 059	1 010	1 665	99,85%	88,44%	92,83%
HORS CIMA	11	1 023	691	3	810	716	0,15%	11,56%	7,17%
TOTAL NON-VIE	6 891	8 846	9 637	2 062	1 821	2 381	100,00%	100,00%	100,00%

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES

 Suite

 Accueil

• *Les Nouvelles Cessions Légales*

Le chiffre d'affaires réalisé à travers le nouveau dispositif de cession légale (1er franc et facultatives) en 2023 est de FCFA 30,968 milliards (contre FCFA 26,279 milliards en 2022) dont 28,080 milliards de FCFA pour la Non-Vie, soit 90,67% et 2,888 milliards de FCFA pour la Vie, soit 9,33%. Ce chiffre d'affaires représente 52,63% du chiffre d'affaires de la Zone CIMA qui est de FCFA 58,845 milliards et 26,34% du chiffre d'affaires global de la Compagnie.



Tableau 8. : Chiffre d'affaires 2023 des Cessions Légales Facultatives et 1er franc par pays (en millions de FCFA)

PAYS	FACULTATIVES	TRAITES 1 ^{ER} FRANC	TOTAL	%
BENIN	512	1 002	1 514	5%
BURKINA	1 208	1 487	2 695	9%
CAMEROUN	1 676	2 299	3 975	13%
CONGO	501	1 282	1 783	6%
COT.D'IVOIRE	4 221	4 504	8 725	28%
GABON	1 232	1 360	2 592	8%
MALI	1 315	1 238	2 553	8%
NIGER	110	518	628	2%
R.C.A.	23	53	77	0%
SENEGAL	2 046	2 698	4 744	15%
TCHAD	52	820	872	3%
TOGO	173	637	810	3%
TOTAL GÉNÉRAL	13 070	17 898	30 968	100%

- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES

Suite

Accueil

2- Les Provisions de Primes

Elles comprennent :

Provisions de primes Vie	12 709 961 883
Provisions de primes Non-Vie	15 922 187 559
Total	28 632 149 442

Contre 26 060 749 455 FCFA au 31 décembre 2022, soit une hausse de 9,87%.

3 - Les Autres Produits

Ils se composent comme suit :

Intérêts bancaires	2 576 059 895
Intérêts des prêts et autres placements	3 250 404 495
Intérêts sur dépôts espèces	518 616 694
Total	6 345 081 084

Contre 4 612 807 421 FCFA au 31 décembre 2022 soit une hausse de 37,57%.

Les autres produits représentent 5,40% du chiffre d'affaires et permettent d'amortir 49,09% des frais généraux.

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
* PRINCIPAUX INDICATEURS
* CONSEIL D'ADMINISTRATION
* DIRECTION GÉNÉRALE
* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE

IV LES PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
* ANNEXES

B. LES CHARGES

1. Les Charges de Sinistres

Les charges de sinistres sont composées des sinistres payés et de la variation des provisions de sinistres à la clôture (+) et à l'ouverture (-).

a) Les sinistres payés

Ils s'élèvent à FCFA 45,543 milliards au 31 décembre 2023 contre 39,192 milliards au 31 décembre 2022, en hausse de FCFA 6,351 milliards soit 16,21%.

Elles se ventilent en :

Provisions SAP NON-VIE	64 750 101 081
Provisions SAP VIE	3 455 912 826
Total	68 206 013 907



Il est à noter qu'un montant de FCFA 20,093 milliards demeure à la charge des récessionnaires au titre des sinistres en suspens (Vie et Non Vie) à fin 2023.

Sous l'influence de la variation des provisions de sinistres à payer, les sinistres de compétence de l'exercice 2023 s'établissent à FCFA 51,319 milliards contre FCFA 51,739 milliards en 2022 en baisse de 0,81%. Les récessionnaires participent à la charge de sinistre de compétence pour FCFA 5,782 milliards soit 11,27% du montant global des sinistres de compétence.

On note que les provisions en monnaie convertie au 31/12/2022 de FCFA 63,586 milliards ont été reprises en 2023 pour un montant de FCFA 62,431 milliards soit une variation de FCFA -1,156 milliards imputable à la chute du taux de change au 31/12/2023. En effet, dans le concept de la comptabilité pluri monétaires utilisée par la CICA-RE et par la plupart des réassureurs internationaux, les provisions en monnaies originales au 31/12/N sont converties au cours en vigueur au 31/12/N alors que les reprises de ces provisions en monnaies originales sont converties au cours en vigueur au 31/12/N+1.

Les récessionnaires ont participé aux sinistres payés en 2023 pour FCFA 5,731 milliards soit 12,58% contre FCFA 2,519 milliards en 2022.

b) Les provisions de sinistres à payer au 31 décembre 2023

Les provisions de sinistres à payer sont évaluées à FCFA 68,206 milliards au 31 décembre 2023 contre FCFA 63,586 milliards au 31 décembre 2022. Ces provisions ont été estimées selon les méthodes actuarielles.

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES

 **Suite**

 **Accueil**

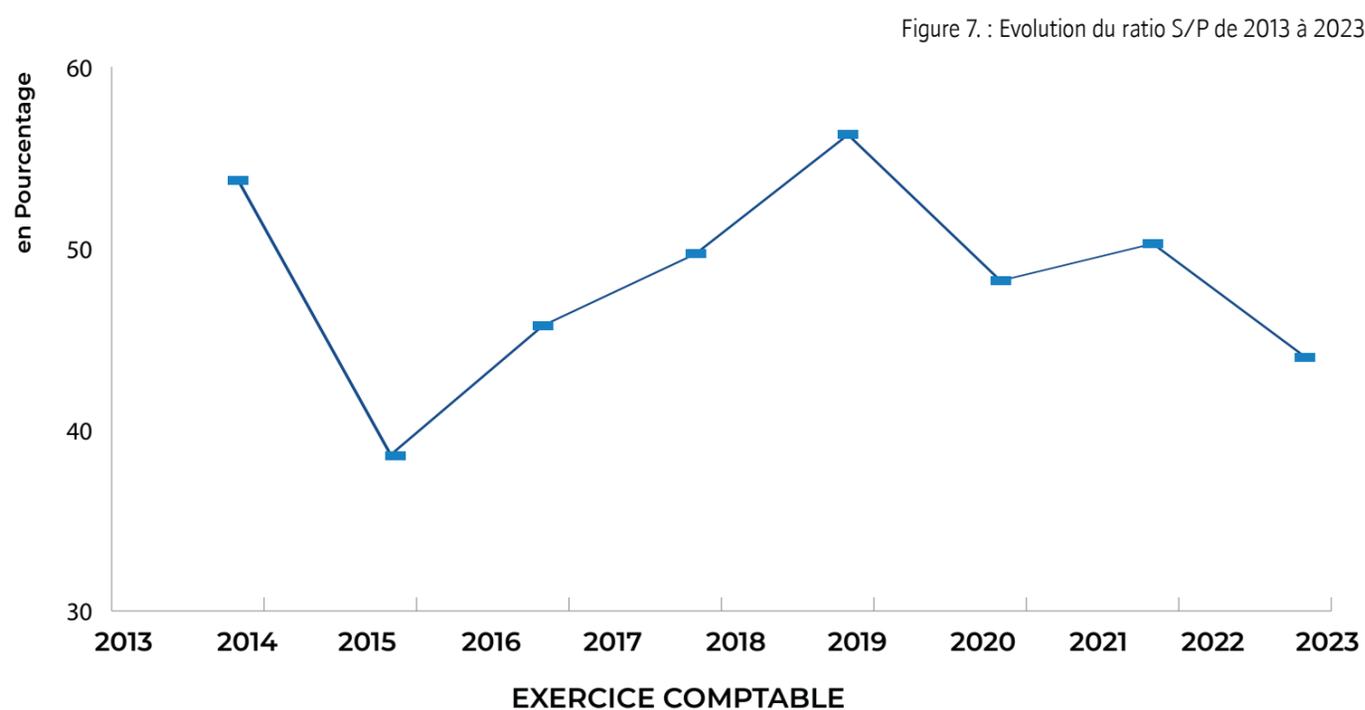
c) Les ratios charges de sinistres sur primes acquises (S/P) par branche

Tableau 9. : Primes acquises et S/P par branche d'assurance (en millions de FCFA)

BRANCHES	PRIMES ACQUISES 2023	CHARGES DE SINISTRES 2023	TAUX DE SINISTRALITE(S/P) 2023	TAUX DE SINISTRALITE(S/P) 2022
INCENDIE RA RT	71 108	32 779	46,10%	53,57%
TRANSPORTS	13 366	2 317	17,34%	18,92%
AUTO RCD AT ACCIDENTS	16 564	5 641	34,06%	50,15%
RISQUES AGRICOLES	6 694	7 550	112,80%	72,71%
TOTAL NON-VIE	107 732	48 288	44,82%	50,32%
VIE	6 966	3 031	43,52%	49,15%
TOTAL GENERAL	114 698	51 319	44,74%	50,25%

On constate que le ratio de sinistralité brute s'élève à **44,74% en 2023 contre 50,25% en 2022**, soit une **baisse de 5,51 points**.

Le graphique ci-après compare les Ratio S/P entre 2013 et 2023 :



La figure 7 montre que le ratio S/P de la compagnie est stable entre 2020 et 2023. Sur les 10 dernières années, ce ratio a évolué de façon maîtrisée avec un minimum de 38,61 % et un maximum de 56,26 %, induisant une sinistralité moyenne sur les dix dernières années de 47,74%.

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
* PRINCIPAUX INDICATEURS
* CONSEIL D'ADMINISTRATION
* DIRECTION GÉNÉRALE
* AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
* ANNEXES

Suite

Accueil

2. Les Commissions

Les Commissions Vie et Non Vie s'élèvent à FCFA 24,905 milliards au 31 décembre 2023 contre FCFA 25,384 milliards au 31 décembre 2022. Elles représentent en moyenne 21,18% du chiffre d'affaires en 2023 contre 23,95% en 2022. La contribution des rétrocessionnaires aux charges de commissions a atteint FCFA 1,298 milliards soit 5,21% des commissions totales.

3. Les Autres Charges

Les autres charges de l'exercice 2023 s'élèvent à FCFA 12,927 milliards soit 10,99% du chiffre d'affaires contre

FCFA 10,459 milliards en 2022 représentant 9,93% du chiffre d'affaires en 2022. Les autres charges hors dotations aux amortissements et aux provisions s'élèvent à FCFA 12,054 milliards contre FCFA 9,533 milliards en 2022, en hausse de 26,44%.

4. Le Ratio Combiné brut et net de rétro

Le ratio combiné, exprimé en pourcentage des primes acquises, mesure la rentabilité opérationnelle des assureurs et réassureurs. Si ce ratio est supérieur à 100 %, le réassureur est techniquement en perte avant le profit réalisé par ses placements. Il s'agit en fait d'un ratio qui tient compte de la sinistralité, des dépenses administratives et des autres frais de gestion.

Tableau 10-1. Ratio Combiné brut 2022 - 2023

ELEMENTS	2023	2022	Variation
CHARGE DE SINISTRES / PRIMES ACQUISES (BRUT)	44,74%	50,25%	-5,51%
COMMISSIONS / PRIMES ÉMISES	21,18%	23,95%	-2,77%
AUTRES CHARGES / PRIMES ÉMISES	9,54%	9,69%	-0,15%
RATIO COMBINÉ BRUT	75,46%	83,89%	-8,43%

Le ratio combiné brut de la CICA-RE, en 2023 s'est amélioré de 8,43 points pour s'établir à 75,46%.

Tableau 10-2. Ratio Combiné net de Retro 2022 - 2023

ELEMENTS	2023	2022	Variation
CHARGE DE SINISTRES/PRIMES ACQUISES (NET DE RETRO)	50,27%	51,60%	-1,33%
COMMISSIONS / PRIMES EMISES (NET DE RETRO)	25,70%	26,84%	-1,14%
AUTRES CHARGES / PRIMES ÉMISES	9,54%	9,69%	-0,15%
RATIO COMBINÉ (NET DE RETRO)	85,51%	88,13%	-2,62%

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES

C. LA RÉTENTION ET LA RÉTROCESSION

L'analyse de la rétention et de la rétrocession porte sur les exercices de souscription 2019, 2020, 2021 et 2022 dont les résultats sont connus. Les primes globales rétrocédées par la CICA-RE en 2022 sont de FCFA 22,814 milliards contre 16,134 milliards en 2021, soit une hausse de 41,4%. Ainsi, le pourcentage des primes rétrocédées par rapport aux primes acceptées passe de 14,44% en 2021 à 20,77% en 2022.

Dans le détail :

- La rétrocession CIMA passe de 1,41% des primes acceptées en 2021 à 0,46% en 2022.
- La rétrocession Hors CIMA passe de 13,02% des primes acceptées en 2021 à 20,31% en 2022.

En conséquence, les primes globales (CIMA et Hors CIMA), retenues dans la zone CIMA par la CICA-RE, se chiffrent par rapport aux primes acceptées, à :

- 88,27 % soit 63,285 milliards de FCFA en 2019 ;
- 81,96% soit 69,035 milliards de FCFA en 2020 ;
- 86,98% soit 97,627 milliards de FCFA en 2021 ;
- 79,69% soit 87,532 milliards de FCFA en 2022.

Les tableaux qui suivent font le point de la répartition des primes acceptées par exercice de souscription et par exercice comptable en rétrocession d'une année à l'autre.



* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
* PRINCIPAUX INDICATEURS
* CONSEIL D'ADMINISTRATION
* DIRECTION GÉNÉRALE
* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
* ANNEXES

 **Suite**

 **Accueil**

Tableau 11. : Rétention et Rétrocession 2019-2022 (en millions de FCFA)

EXERCICE DE SOUSCRIPTION	MONTANTS				POURCENTAGE (%)			
	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022
A- PRIMES ACCEPTEES	71 693	84 231	111 761	109 844	100	100	100	100
B- RETROCESSION	9 406	17 401	16 134	22 814	13,12	20,66	14,44	20,77
B1. RETROCESSION CIMA	999	2205	1 578	503	1,39	2,62	1,41	0,46
B2. RETROCESSION HORS CIMA	8 407	15 196	14 556	22 311	11,73	18,04	13,02	20,31
HORS CIMA SANS ÉCHANGE	2 946	5 116	3 209	3 953	35,04	33,67	22,05	17,72
HORS CIMA AVEC ÉCHANGE	5 461	10 080	11 347	18 358	64,96	66,33	77,95	82,28
C- RETENTION NETTE CICA-RE (A-B)	62 286	66 830	95 627	87 029	86,88	79,34	85,56	79,23
D- RETENTION DANS LES PAYS CIMA (A-B2)	63 285	69 035	97 205	87 532	88,27	81,96	86,98	79,69

Tableau 12. : Résultat de la rétrocession de 2019 à 2023 (en millions de FCFA)

EXERCICES COMPTABLES	2019	2020	2021	2022	2023
PRIMES ACQUISES RÉTROCÉDÉES	8 652	14 017	15 977	19 501	24 110
PART DANS LES CHARGES DE SINISTRES	4 986	6 284	1 325	8 671	5 782
COMMISSIONS	494	1 576	929	2 192	1 298
RÉSULTAT RÉTROCESSION	3 172	6 156	13 723	8 638	17 029

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
* PRINCIPAUX INDICATEURS
* CONSEIL D'ADMINISTRATION
* DIRECTION GÉNÉRALE
* AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
* ANNEXES

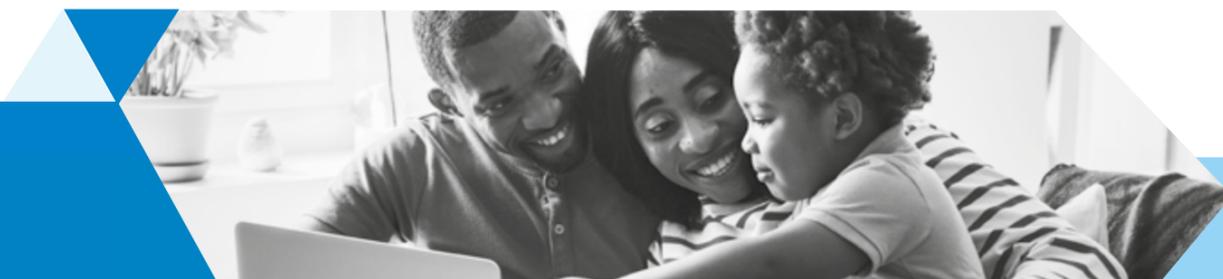
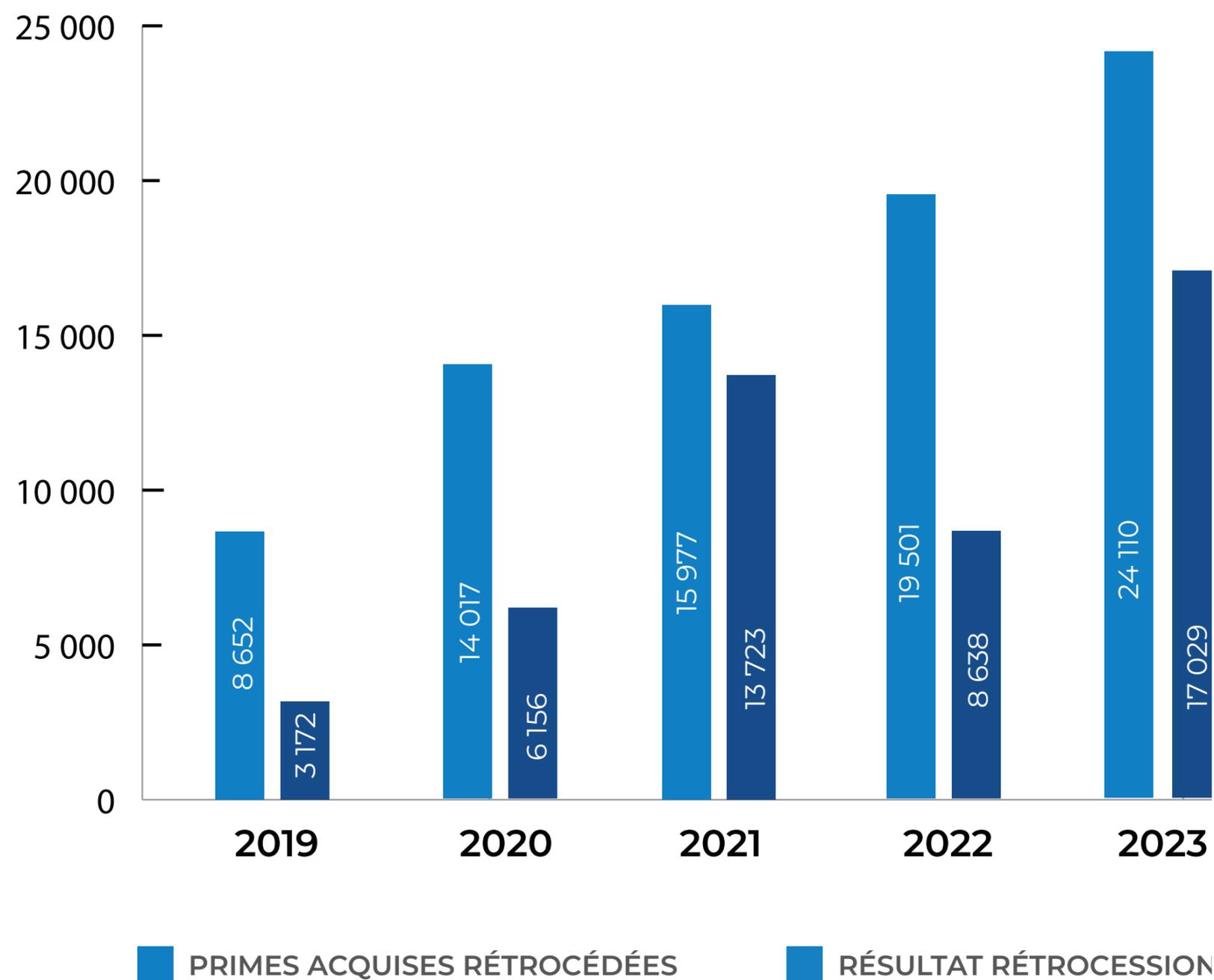


Figure 10. Primes acquises et résultats des rétrocessionnaires de 2019 à 2023 (en millions de FCFA)



- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES

D. LES RÉSULTATS

1. Les Résultats Techniques

L'exploitation technique de l'exercice 2023 est résumée dans le tableau ci-dessous. Il ressort de ces comptes un résultat technique net de FCFA 21,445 milliards qui s'analyse comme suit :

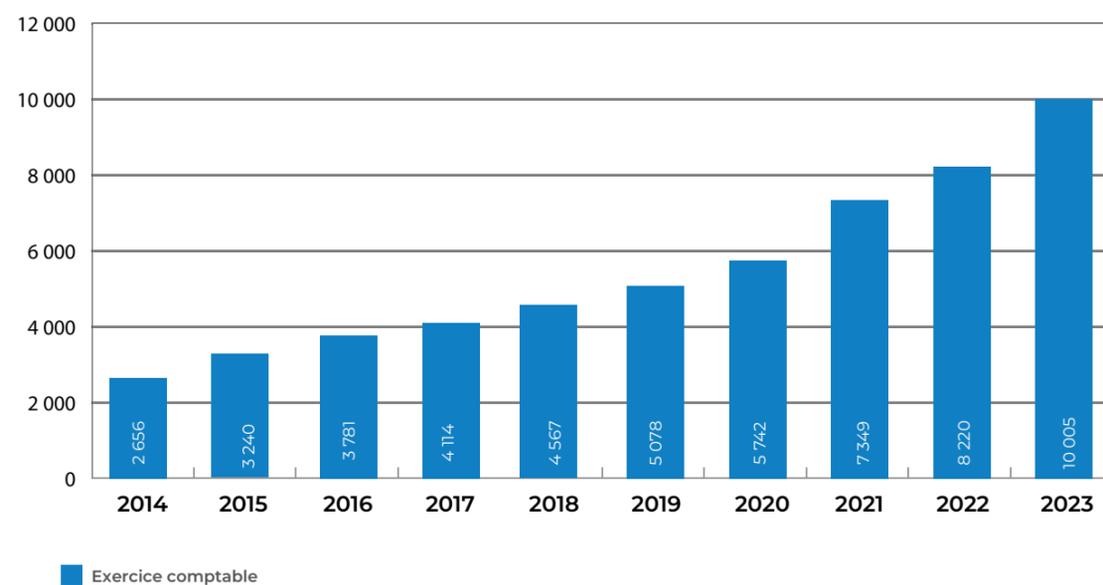
Tableau 13. Résultats Techniques 2022 - 2023 (en millions de FCFA)

BRANCHES	ACCEPTATIONS		RETROCESSIONS		RESULTATS NETS	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
VIE	36 093	24 024	-17 959	-8 286	18 134	15 738
NON-VIE	24 024	25 959	-8 286	-12 615	15 738	13 344
TOTAL	38 474	25 845	-17 029	-8 638	21 445	17 207

2. Les Résultat Net de l'exercice

Le résultat d'exploitation générale de l'exercice 2023 est bénéficiaire de FCFA 14,863 milliards. Sous l'effet des profits et des pertes hors exploitation, l'exercice 2023 se solde par un bénéfice de FCFA 10,005 milliards contre 8,220 milliards en 2022. Le résultat net de l'exercice 2023 représente 9,56% du chiffre d'affaires. La rentabilité du capital libéré est ainsi assurée à concurrence de 16,68% en 2023.

Figure 11. Evolution du résultat net 2014 - 2023 (en millions de FCFA).



- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES

Suite

Accueil

3. L'affectation du Résultat Net

Le résultat net de l'exercice 2023 s'élève à 10,005 milliards de FCFA.

La politique de distribution des dividendes autorise d'affecter 25% à 50% des bénéfices annuels à la rémunération du capital. Ainsi, le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale d'affecter, le résultat net comme suit :



LE RÉSULTAT
NET DE
L'EXERCICE
2023
**10,005
MILLIARDS
DE FCFA.**

Réserve Légale (1/10 du bénéfice de l'exercice)	1 000 549 866
Réserve facultative	5 404 948 794
Bénéfice à distribuer	3 600 000 000
TOTAL (Résultat Net)	10 005 498 660

Les dividendes à distribuer au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2023 représentent 35,98% du bénéfice réalisé. Le dividende est fixé à 60 000 FCFA par action soit une augmentation de 20% par rapport à 2022.

La compagnie est dans un contexte de renforcement de ses fonds propres et procède d'année en année à l'augmentation de ses réserves.

4. La Masse Bilancielle

La masse bilancielle de la société se chiffre à 234,426 milliards de FCFA en 2023 contre 211,159 milliards de FCFA en 2022, en progression de 11,02%. Cette progression s'explique par

l'accroissement du niveau d'activité de la Compagnie. Le graphique ci-après retrace son évolution.

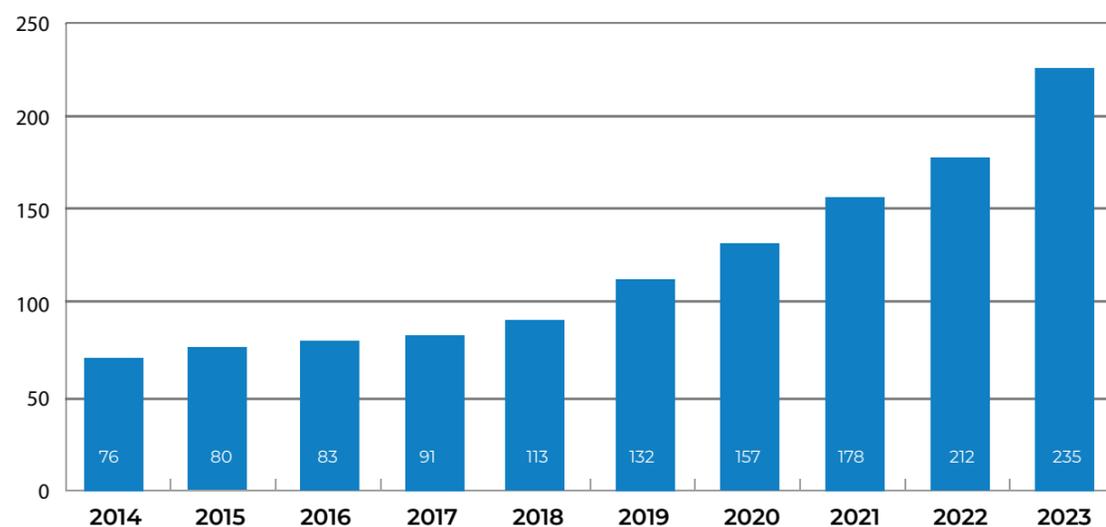


Figure 12.
Evolution
de la Masse
Bilancielle (en
milliards de
FCFA).

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
* PRINCIPAUX INDICATEURS
* CONSEIL D'ADMINISTRATION
* DIRECTION GÉNÉRALE
* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
* ANNEXES

Accueil



LA SOLVABILITE DE LA COMPAGNIE

La compagnie veille à ce que sa solvabilité et sa trésorerie soient suffisantes pour faire face à ses engagements et soutenir son développement. Si l'on considère les dispositions récentes de la réglementation CIMA relatives au contrôle des sociétés de réassurance, la

compagnie couvre largement ses exigences de marge de solvabilité. En effet, la marge minimale réglementaire déterminée d'un montant de 20,003 milliards de FCFA est couverte par des fonds propres d'un montant total de 104,622 milliards de FCFA, soit un taux de couverture de 523%.

Tableau 14. : La marge de solvabilité calculée selon le code CIMA (en millions de FCFA).

ELEMENTS	2023	2022	2021
FONDS PROPRES (A)	104 622	98 083	84 733
MARGE MINIMALE CIMA (B)	20 003	16 402	17 740
TAUX DE COUVERTURE (A) / (B)	523%	598%	478%

Cela dit, la compagnie s'inspire de règles internationalement reconnues en matière de solvabilité, notamment celles utilisées par les agences de notation (solvabilité internationale : Fonds propres sur primes nettes de cession ; minimum 100 %).

Tableau 15. La marge de solvabilité Internationale (en millions de FCFA).

ELEMENTS	2023	2022	2021
FONDS PROPRES (A) *	104 622	98 083	384 73
PRIMES NETTES DE CESSION (B)	91 859	86 394	81 735
TAUX DE COUVERTURE (A) / (B)	114%	114%	104%

La marge de solvabilité internationale de la compagnie est de 114%, supérieure à la norme de 100%, soit une solvabilité constante par rapport à 2022.

- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES

 **Suite**

 **Accueil**

Le tableau 16 montre que la CICA-RE couvre ses engagements règlementés de 2021 à 2023.

Tableau 16. Taux de couverture des engagements règlementés (en millions de FCFA).

ELEMENTS	2023	2022	2021
Total des Engagements Règlementés (A)	91 486	89 647	73 616
Total des actifs admis en représentation des engagements règlementés (B)	194 876	180 883	144 665
Taux de couverture des engagements règlementés (A) / (B)	213%	202%	197%

“

Le taux de couverture des engagements règlementés de la compagnie est de 213%, supérieure à la norme de 100%.



* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
* PRINCIPAUX INDICATEURS
* CONSEIL D'ADMINISTRATION
* DIRECTION GÉNÉRALE
* AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
* ANNEXES

IV PERSPECTIVES



La poursuite de la mise en œuvre des politiques économiques accommodantes en réponse aux facteurs d'incertitude encore présentes en 2024, laisse entrevoir une croissance résiliente mais lente selon le Fond Monétaire International (FMI).

La croissance mondiale, estimée à 3,1% en 2023 devrait se maintenir à 3,1% en 2024 mais inférieure à la moyenne annuelle historique (2000-2019) de 3,8% en raison du durcissement des politiques monétaires et du retrait du dispositif d'appui budgétaire et de la faiblesse de la croissance tendancielle de productivité.

Dans les pays avancés, la croissance devrait légèrement ralentir pour s'établir à 1,5% en 2024 contre 1,6% en 2023 avant de remonter à 1,8% en 2025. La révision à la hausse de 0,1 point de pourcentage pour 2024 résulte d'une croissance plus forte qu'attendue aux Etats-Unis partiellement contrebalancée par une croissance plus faible qu'anticipée dans la zone Euro.

Aux Etats-Unis, la croissance devrait passer de 2,5% en 2023 à 2,1% en 2024 puis 1,7% en 2025 en lien avec les effets différés du resserrement de la politique monétaire, du rééquilibrage progressif des finances publiques et de l'atténuation des pénuries de la main-d'œuvre.

Dans la zone Euro, la croissance devrait passer d'un taux faible estimé à 0,5% en 2023 à 0,9% en 2024 puis 1,7% en 2025 due à une exposition relativement élevée en Ukraine. La reprise devrait être tirée par une forte consommation des ménages à mesure que l'inflation ralentit soutenant ainsi la croissance des revenus réels.

La croissance dans les pays émergents et les pays en développement d'Asie devrait passer d'un taux estimé à 5,4% en 2023 à 5,2% en 2024 et 4,8% en 2025. La croissance en Chine devrait se situer à 4,6% en 2024 soutenue par les effets différés d'une croissance plus forte que prévue en 2023 et par l'augmentation des dépenses publiques consacrées au renforcement des capacités de lutte contre les catastrophes naturelles. La croissance en Inde devrait rester forte à 6,5% en 2024 en lien avec une demande intérieure résiliente. La croissance en Russie devrait être de 2,6% en 2024 et de 1,1% en 2025 en raison des effets différés d'une croissance plus forte que prévue en 2023 sous l'impulsion des dépenses militaires élevées et de la consommation privée soutenue par la croissance de salaire dans un contexte de pénurie de main d'œuvre.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait passer d'un taux estimé à 3,3% en 2023 à 3,8% en 2024 et 4,1% en 2025 à mesure que les effets négatifs de chocs météorologiques antérieurs s'atténuent et que les problèmes d'approvisionnement sont progressivement résolus.

En Afrique du Nord, la croissance devrait rester stable à 3,9% en 2024 avant de s'améliorer à 4,1% en 2025. Au cours des dernières années, plusieurs pays ont été affectés par des vagues successives de conditions météorologiques défavorables (sécheresse au Maroc et en Tunisie et Inondation en Lybie). De même avec les difficultés macro-économiques de l'Egypte, la région a du mal à maintenir les progrès réalisés après la pandémie de Covid-19.

En Afrique de l'Est, grâce à une intégration régionale plus poussée et à des dépenses publiques stratégiques visant à améliorer les investissements dans les infrastructures, la croissance devrait passer de 3,5% en 2023 à 5,1% en 2024 et à 5,7% en 2025.

- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV **LES PERSPECTIVES**

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES

 **Suite**

 **Accueil**

En Afrique de l'Ouest, la croissance devrait passer de 3,2% en 2023 à 4% en 2024 et à 4,4% en 2025. Dans la plupart des pays, la croissance devrait atteindre au moins 4% en 2024. Cela devrait compenser les ralentissements du Nigéria et du Ghana (qui ont des taux d'endettement élevés) dont la croissance devrait être respectivement de 2,9% et 2,8%. Ces deux pays pourraient toutefois connaître une forte reprise en 2025 avec une croissance prévue à 3,7% et 4,5% respectivement. Cette reprise sera soutenue par les réformes de politiques macro-économiques engagées en 2023 qui devraient rationaliser les subventions aux carburants et remédier aux défauts d'alignement des taux de change au Nigéria et assainir les finances publiques pour lutter contre l'accroissement de la dette au Ghana.

En Afrique Centrale, la croissance devrait s'affaiblir, passant d'une estimation de 3,8% en 2023 à 3,5% en 2024 avant de s'améliorer pour atteindre 4,1% en 2025. La récession économique devrait persister en Guinée Equatoriale, l'économie devant se contracter de 5,1% en 2024 sous l'effet de la baisse de la production pétrolière consécutive aux faibles investissements dans de nouveaux projets visant à remplacer les pertes de production des unités existantes.

Dans la zone CIMA, la finalisation des projets de textes relatifs à de bonnes pratiques devrait aboutir à :

- Faire respecter les dispositions contractuelles relatives à l'établissement et à la transmission des comptes courants et au paiement des soldes dans les délais prévus ;
- Réduire l'asymétrie d'information entre réassureurs et cédantes ;
- Encadrer l'activité de courtage de réassurance en zone CIMA ;
- Redéfinir l'offre de couverture afin de la rendre plus facile d'application et adaptée tant aux besoins des assurés qu'à l'évolution de l'activité d'assurances ;
- Définir les modalités pratiques de l'expertise dans la zone CIMA (agrément, barème d'honoraires, conditions d'intervention).

En ce qui concerne la CICA-RE, l'année 2024 sera déterminante pour la mise en œuvre des initiatives stratégiques :

- la refonte des méthodes de provisionnement des primes et des sinistres ;
- le renforcement des capacités techniques et opérationnelles de la Direction Technique ;
- la réalisation d'une enquête annuelle de satisfaction du personnel ;
- L'opérationnalisation du modèle de capital économique de la Compagnie ;
- la modernisation du système d'information de la Compagnie.

La mise en œuvre de ces chantiers permettra de consolider les fondamentaux de la Compagnie et accroître sa résilience.

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES

En Afrique de l'Ouest,
la croissance devrait passer de
3,2% en 2023 à 4% en 2024 et à 4,4% en 2025



RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Aux Actionnaires de la CICA-RE,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2022, sur :

I. AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la CICA-RE au titre de l'exercice 2023, comprenant le bilan faisant ressortir un total bilan de 234 426 millions FCFA et des capitaux propres de 92 100 millions FCFA, le compte de résultat faisant ressortir des primes acquises de 114 698 millions FCFA et un résultat net bénéficiaire de 10 005 millions FCFA, le tableau des flux de trésorerie, ainsi que les notes explicatives aux états financiers.

À notre avis, les états financiers annuels au 31 décembre 2023 joints au présent rapport, sont, dans tous leurs aspects significatifs, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables applicables dans le secteur de la réassurance..

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA), conformément aux prescriptions du Règlement N°01/2017 /CM/OHADA portant harmonisation

- l'audit des états financiers annuels de la CICA-RE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications spécifiques et les autres informations prévues par la loi.

des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le code de l'IESBA) et celles qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités d'éthiques qui nous incombent.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus significatifs lors de l'audit des états financiers de la période sous revue. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points.

- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES



Points clés de l'audit	Traitement du point clé de l'audit
<p>1. Détermination des provisions techniques</p> <p>La proportion des provisions techniques par rapport au chiffre d'affaires et l'historique des sinistres en tenant compte de son environnement économique et sectoriel est un indicateur significatif d'appréciation de la solidité et de la capacité d'une compagnie de réassurance à faire face à ces engagements de couverture immédiats et futurs.</p> <p>Les provisions techniques s'élèvent au 31 décembre 2023 à un montant de 96 838 millions FCFA pour un total de bilan de 234 426 millions FCFA, soit 41% du total bilan.</p> <p>Les provisions techniques sont destinées à la prise en charge des sinistres dans le temps. Ces provisions techniques doivent être couvertes par des actifs inscrits au bilan de la Compagnie.</p> <p>La bonne évaluation des provisions techniques permet à la compagnie de réassurance de couvrir les engagements souscrits dans les traités de réassurance, les autres engagements résultant des facultatives et les engagements liés à la cession légale au premier franc débutée sur l'exercice 2020.</p> <p>Une sous-estimation de ces provisions exposerait la Compagnie à des difficultés de règlements des sinistres, impacterait sa capacité à poursuivre son exploitation et porterait atteinte à son image.</p> <p>L'évaluation des provisions techniques tant pour la branche Vie que pour la branche Non-Vie requiert de la part des personnes constituant le gouvernement d'entreprise l'utilisation d'h1:1pothèses et de jugements significatifs ainsi que la mise en œuvre de techniques statistiques et actuarielles complexes.</p> <p>L'audit des provisions techniques est ainsi considéré comme un point clé de l'audit, eu égard à l'importance des montants en jeu.</p>	<p>Travaux d'audit</p> <p>Nous avons focalisé nos travaux d'audit sur l'évaluation des provisions techniques tant pour la branche Vie que pour la branche Non-Vie en analysant de manière spécifique le modèle d'évaluation, les données statistiques et actuarielles ainsi que les hypothèses clés utilisées par la Direction.</p> <p>Nos diligences comprennent :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. l'évaluation du contrôle interne régissant le processus d'évaluation des provisions techniques, 2. l'examen critique du modèle d'évaluation utilisé par la Direction afin de nous assurer que les provisions techniques ont été évaluées selon la méthode statistique conformément aux règles et méthodes comptables de la CICA-RE, 3. la validation des hypothèses et techniques statistiques et actuarielles utilisées pour déterminer les montants des provisions techniques pour les branches Vie et Non-Vie, 4. Nous avons fait appel à notre actuaire pour recalculer les montants déterminés par la Direction de la Compagnie, 5. Nous avons mis à l'épreuve la détermination des : <ul style="list-style-type: none"> • Provisions pour sinistres en suspens, • Provisions pour sinistres survenues mais non encore déclarés (Provisions IBNR), • Provisions pour sinistres à payer, • La charge de sinistre de compétence. 6. Nous avons circularisé les cédantes pour nous assurer de l'exhaustivité des sinistres survenues et déclarés, 7. Nous avons circularisé les récessionnaires pour rapprocher les comptes et déterminer l'impact de leurs positions dans la détermination des provisions techniques, 8. Nous avons revu l'existence d'actifs financiers et immobiliers correspondants au niveau des provisions techniques, 9. Nous avons revu les contrôles sur la gouvernance incluant la participation aux réunions importantes qui font partie du processus d'approbation des charges de provisions techniques et, l'appréciation des analyses de la Direction et mis à l'épreuve les actions prises suite aux réunions. <p>Sur la base des diligences mises en oeuvre pour la validation des provisions techniques, nous estimons que les hypothèses et données utilisées par les personnes constituant le gouvernement d'entreprise, pour déterminer les provisions techniques sont comparables aux performances historiques et que les niveaux de provisions sont adéquats et appropriés en la circonstance.</p>

- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES

 **Suite**

 **Accueil**

Points clés de l'audit	Traitement du point clé de l'audit
<p>2. Créances détenues sur les Compagnies cédantes et rétrocessionnaires – et provisionnements</p> <p>Au 31 décembre 2023, l'encours des compagnies débitrices s'élève à un montant brut de 65 941 millions FCFA, provisionné à hauteur de 8 009 millions FCFA, soit un encours net de 57 932 millions FCFA, représentant 25% du total bilan-Actif.</p> <p>Les provisions sont constatées sur la base de la politique de provisionnement de la Compagnie et sur la base des travaux des services de recouvrement et de gestion des soldes.</p> <p>Les estimations de dépréciation de créances sur les cédantes font l'objet de jugements et d'hypothèses significatifs de la part des personnes constituant le gouvernement d'entreprise.</p> <p>Compte tenu de l'importance des créances détenues sur les cédantes, courtiers et rétrocessionnaires dans les comptes de la CICA-RE et des difficultés éventuelles des cédantes à faire face à leurs obligations, l'audit de cette rubrique des états financiers est considéré comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Travaux d'audit</p> <p>Nous avons mis l'accent au cours de nos travaux d'audit sur la dépréciation des créances détenues sur les cédantes, les courtiers et rétrocessionnaires, sur la revue des données et hypothèses retenues par les personnes constituant le gouvernement d'entreprise.</p> <p>De manière spécifique, notre audit a consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Apprécier le contrôle interne qui gouverne la constatation de ces créances, leur évaluation et la détermination de leur valeur de réalisation ; • Circulariser un échantillon représentatif et rapprocher les données extérieures avec celles de la CICA-RE; • Mettre à l'épreuve les jugements et hypothèses utilisés par les personnes constituant le gouvernement d'entreprise pour constater la dépréciation des créances; • Tester un échantillon significatif des créances détenues sur les compagnies cédantes, les courtiers et les rétrocessionnaires, • Analyser et procéder au rapprochement des soldes de la balance avec les éléments probants ; • Vérifier les rapprochements périodiques de comptes effectués entre la CICA-RE et les compagnies cédantes, les courtiers et les rétrocessionnaires ; • Analyser la cadence des recouvrements de créances restant dues et apprécier le niveau de provisionnement des créances au-delà d'une certaine période. • Sur la base des diligences mises en œuvre pour la validation des soldes des créances détenues sur les cédantes, les courtiers et les rétrocessionnaires, nous estimons que les hypothèses et données utilisées par les personnes constituant le gouvernement d'entreprise, pour déterminer la charge de provisions afférente, sont comparables aux performances historiques et que les soldes des créances détenues sur les cédantes, les courtiers et les rétrocessionnaires sont appropriés en la circonstance.

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE

IV LES PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES

 Suite

 Accueil

Points clés de l'audit	Traitement du point clé de l'audit
<p>3. Dépôts espèces et sinistres au comptant</p> <p>Les dépôts espèces sont constitués des retenues effectuées à la source par les compagnies cédantes en vue de faire face aux règlements de sinistres de moindre importance pour le compte de la CICA-RE conformément aux dispositions du code CIMA.</p> <p>Les sinistres au comptant représentent des avances faites au profit des assurés pour soutenir les cédantes.</p> <p>Au 31 décembre 2022, l'encours des dépôts espèces et sinistres au comptant s'élève à un montant brut de 41 793 millions FCFA, soit 20 % de total bilan.</p> <p>Les dépôts espèces sont régis par les dispositions du code CIMA et s'imposent aux compagnies de réassurance sans qu'elles n'aient les moyens de leur gestion.</p> <p>Compte tenu de l'importance et la complexité de la tenue de ces montants, l'audit des dépôts espèces et sinistres au comptant est considéré comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Travaux d'audit</p> <p>L'essentiel de nos tests a consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> Faire une revue des contrôles régissant la génération des dépôts espèces et des sinistres y afférents ; Circulariser les compagnies cédantes afin de s'assurer qu'elles sont en activité et ainsi confirmer les soldes de la CICA-RE dans leurs livres et les rapprocher avec les soldes de la Compagnie à l'arrêté des comptes ; Analyser et procéder au rapprochement avec le solde de la balance ; Vérifier l'exploitation des rapprochements périodiques de comptes entre la CICA-RE et les compagnies cédantes ; Vérifier la correcte évaluation des créances à la suite des rapprochements périodiques entre les parties ; Effectuer des tests analytiques de vraisemblance et de cohérence pour s'assurer de la réalité des soldes à l'arrêté des comptes ; Vérifier que des provisions adéquates ont été constatées en cas de difficultés de la cédante à poursuivre son exploitation. <p>Nous estimons que les hypothèses et jugements utilisés par les personnes constituant le gouvernement d'entreprise sont comparables aux performances historiques et que les soldes des dépôts et sinistres au comptant sont appropriés en la circonstance.</p>

Points clés de l'audit	Traitement du point clé de l'audit																								
<p>4. Placements et instruments financiers</p> <p>Les placements et instruments financiers s'analysent comme suit :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Désignation</th> <th>Montant brut</th> <th>Provisions</th> <th>Montant net</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Valeurs mobilières</td> <td>36 528</td> <td>324</td> <td>36 204</td> </tr> <tr> <td>Titres de participation</td> <td>5 552</td> <td>2 720</td> <td>2 832</td> </tr> <tr> <td>Titres de placement</td> <td>4 788</td> <td>1165</td> <td>3623</td> </tr> <tr> <td>Dépôts à terme (DAT)</td> <td>47 256</td> <td>1204</td> <td>46 052</td> </tr> <tr> <td>TOTAL</td> <td>94 124</td> <td>5 413</td> <td>88 711</td> </tr> </tbody> </table> <p>Au 31 décembre 2023, l'encours des placements et instruments financiers s'élève à un montant brut de 94 124 millions FCFA, pour une provision de 5 413 millions FCFA, soit un montant net de 88 711 millions FCFA, représentant 38% du total bilan-Actif.</p> <p>La CICA-RE a pris des participations dans certaines compagnies d'assurance et autres entités. La valeur de ces participations peut se déprécier selon les performances économiques et financières de ces cédantes et entités.</p> <p>Les personnes constituant le gouvernement d'entreprise font appel à des jugements et hypothèses significatifs pour évaluer les titres de participation à l'arrêté des comptes.</p> <p>La CICA-RE a par ailleurs acquis des titres de placement dont certains sont soit cotés ou non cotés. Il se pose la problématique de la valorisation des titres non cotés à l'arrêté des comptes.</p> <p>Compte tenu de l'importance des placements et instruments financiers au bilan de la CICA-RE et des risques de dépréciation de leurs valeurs, l'audit des placements et instruments financiers est considéré comme un point clé de l'audit.</p>	Désignation	Montant brut	Provisions	Montant net	Valeurs mobilières	36 528	324	36 204	Titres de participation	5 552	2 720	2 832	Titres de placement	4 788	1165	3623	Dépôts à terme (DAT)	47 256	1204	46 052	TOTAL	94 124	5 413	88 711	<p>Travaux d'audit</p> <p>L'essentiel de nos tests sur les placements et instruments financiers a consisté en la mise en œuvre des diligences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Nous avons revu le contrôle interne régissant la comptabilisation des placements et instruments financiers. Nous avons testé le modèle d'évaluation des provisions pour dépréciation des placements et instruments financiers ainsi que la pertinence des hypothèses et le bien fondé des jugements significatifs utilisés par les personnes constituant le gouvernement d'entreprise pour évaluer les placements et instruments financiers. Concernant les titres de participation, nous avons obtenu les états financiers audités des entités dans lesquelles la CICA-RE a des participations pour apprécier leurs performances économiques et financières. Lorsque des états financiers audités ne sont pas disponibles, nous avons utilisé d'autres méthodes d'évaluation, notamment celles des entités comparables par secteur économique d'activité. Pour les titres de placement cotés, nous avons obtenu les valeurs boursières afin d'évaluer leur performance. Pour les titres de placement non-cotés, nous avons utilisé d'autres méthodes d'évaluation, notamment la méthode d'évaluation d'entités comparables par secteur d'activité, pour apprécier leur performance et s'il y a lieu, de considérer la constitution de provision. Concernant les valeurs mobilières de placements, nous avons déterminé que ces valeurs n'avaient pas fait l'objet de moins-value durable pouvant justifier une dépréciation. Concernant les dépôts à terme, nous avons circularisé les banques de dépôts et avons validé ces dépôts sur la base des documents probants. <p>Nous estimons que les jugements et hypothèses utilisés par les personnes constituant le gouvernement d'entreprise sont comparables avec celles du marché, en accord avec les bonnes pratiques, et que les données clés pour estimer la valeur comptable des placements et instruments financiers, sont appropriées en la circonstance.</p>
Désignation	Montant brut	Provisions	Montant net																						
Valeurs mobilières	36 528	324	36 204																						
Titres de participation	5 552	2 720	2 832																						
Titres de placement	4 788	1165	3623																						
Dépôts à terme (DAT)	47 256	1204	46 052																						
TOTAL	94 124	5 413	88 711																						

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
* PRINCIPAUX INDICATEURS
* CONSEIL D'ADMINISTRATION
* DIRECTION GÉNÉRALE
* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE

IV LES PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
* ANNEXES

Suite

Accueil

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise vis-à-vis des états financiers annuels

La Direction est responsable de l'établissement des états financiers donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable des compagnies d'assurance et de réassurance de la zone CIMA ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de la fraude ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la Compagnie à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe à la Direction et aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que, le cas échéant, de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Ces états financiers arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 20 Mai 2023 sur la base des éléments disponibles à cette date

Responsabilités du Commissaire aux comptes vis-à-vis de l'audit des états financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit effectué conformément aux normes internationales d'audit (ISA), nous exerçons notre jugement professionnel et gardons le scepticisme professionnel tout au long de la mission d'audit. Par ailleurs, nous :

- Identifions et évaluons les risques d'anomalies significatives des états financiers qu'elles proviennent de la fraude ou qu'elles résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des diligences pour traiter ces risques et, obtenons des éléments probants suffisants et appropriés qui soutiennent le fondement de notre opinion. Le risque de non-détection d'anomalies significatives provenant de fraudes est plus élevé que celui résultant d'erreurs, puisque la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions intentionnelles, les fausses déclarations, ou le contournement du contrôle interne.
- Obtenons une compréhension du contrôle interne applicable à l'audit permettant de concevoir des diligences appropriées en la circonstance et non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Compagnie.
- Evaluons le caractère approprié des règles et méthodes comptables utilisées ainsi que le caractère raisonnable des estimations comptables faites et des déclarations et informations données en annexes des états financiers par la Direction.

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES

 Suite

 Accueil

• Concluons sur le caractère approprié de l'utilisation par les Administrateurs du fondement comptable de continuité de l'exploitation et, sur la base des éléments probants recueillis, si une incertitude significative existe, due à des événements et conditions qui jettent un doute sérieux sur la capacité de la Compagnie à poursuivre ses activités.

Si nous concluons qu'une incertitude significative existe, nous sommes tenus d'attirer l'attention de l'utilisateur des états financiers dans notre rapport d'audit par référence à l'information relayée en annexe aux états financiers ou, si cette information est incomplète, de modifier notre opinion.

Nos conclusions sont basées sur les évidences obtenues à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des conditions et événements futurs peuvent contraindre la Compagnie à arrêter la poursuite de ses activités.

• Evaluons la présentation générale, l'organisation et le contenu des états financiers, y compris les notes aux états financiers, et si les états financiers présentent les événements et transactions sous-jacents de sorte à leur donner une image fidèle.

Nous communiquons aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise concernant, entre autres, le plan, l'étendue et l'exécution de l'audit, les faiblesses significatives d'audit y compris celles liées au contrôle interne identifiées au cours de l'audit.

Nous fournissons également aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise une déclaration que nous avons satisfait aux exigences d'éthique relatives à l'indépendance et, les informons de toutes relations et autres sujets pouvant raisonnablement porter atteinte à notre indépendance et, le cas échéant, les mesures de sauvegarde.

A partir des informations communiquées aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise, nous relevons les points les plus significatifs identifiés lors de l'audit des états financiers de l'exercice sous revue qui sont ainsi considérés comme des points clés de l'audit. Nous présentons ces points dans notre rapport d'audit à moins que des dispositions légales ou réglementaires en disposent autrement ou lorsque, dans le cas extrême, nous décidons que le cas ne doit pas être présenté dans notre rapport d'audit en considération de conséquences adverses pouvant raisonnablement nuire à l'intérêt public.

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES

II. VÉRIFICATIONS ET AUTRES INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion (mais ne comprennent pas les états financiers annuels et notre rapport de commissaire aux comptes sur ces états financiers annuels).

Notre opinion sur les états financiers annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, notre responsabilité est de procéder aux vérifications et autres informations

Dakar, le 24 juin 2024

Mansour GAYE

Managing Partner

Grant Thornton Sénégal

spécifiques prévues par la loi, et ce faisant, à vérifier la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels, et à vérifier, dans tous leurs aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires.

Si à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'anomalie significative dans les vérifications spécifiques et autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.




Grant Thornton
Rue Malenfant - Dakar
6^e Etage Immeuble Clairafrique
Tél.: +221 33 889 70 70

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES

 Accueil

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Aux Actionnaires de la CICA-RE,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Compagnie, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Selon les dispositions du point 6 de l'article 21 de l'accord révisé le 10 octobre 2019 portant création de la CICA-RE, il s'agit des conventions ci-après :

- toute convention entre une société anonyme et l'un de ses Administrateurs, Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux Adjointes ;
- toute convention à laquelle un Administrateur, un Directeur Général, un Directeur Général Adjoint est indirectement intéressé ou dans laquelle il traite avec la société par personne interposée ;
- toute convention intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des Administrateurs, le Directeur Général, le Directeur Général Adjoint est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, Gérant, Administrateur, Administrateur Général,

Administrateur Général Adjoint, Directeur Général, Directeur Général Adjoint ou autre dirigeant social de la personne morale contractante.

Ces conventions doivent être soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration et avis doit en être donné aux Commissaires aux comptes qui présentent à l'Assemblée un rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de telles conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisées, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES



1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE SOUS REVUE

Votre Conseil d'Administration n'a porté à notre connaissance aucune convention conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 entrant dans le cadre des conventions réglementées.

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTÉRIEURS ET DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE SOUS REVUE

Votre Conseil d'Administration n'a porté à notre connaissance, aucune convention conclue au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie sur l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Dakar, le 24 juin 2024

Mansour GAYE

Managing Partner

Grant Thornton Sénégal




* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES



V ANNEXES

- **BILAN 2023**
- **COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE 2023**
- **COMPTE GENERAL DE PERTES ET PROFITS 2023**
- **TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE 2023**
- **TABLEAU STATISTIQUE SUR 5 ANS (2019-2023) DES SOUSCRIPTIONS**
- **EXTRAIT DU RAPPORT DE NOTATION AM BEST 2023**
- **EXTRAIT DU RAPPORT DE NOTATION GCR 2022**

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
* PRINCIPAUX INDICATEURS
* CONSEIL D'ADMINISTRATION
* DIRECTION GÉNÉRALE
* AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
* ANNEXES

BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

ACTIF	MONTANT BRUT 2023	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	MONTANT NET 2023	MONTANT NET 2022
CHARGES IMMOBILISEES	198 247 395	198 247 395	48 873 902	73 310 853
IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	12 439 592 915	5 814 410 358	6 625 182 558	6 385 030 666
IMMEUBLES	6 561 170 179	1 511 517 207	5 049 652 972	5 169 271 561
MATERIEL, MOBILIER, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS	4 760 171 845	3 794 723 604	965 448 241	948 638 780
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	397 756 271	388 550 957	9 205 314	67 285 013
IMMOBILISATIONS EN COURS	720 494 620		720 494 620	319 453 901
AUTRES VALEURS IMMOBILISEES	89 434 693 108	3 552 168 548	85 882 524 560	73 709 224 484
CREANCES POUR ESPECES DEPOSEES AUPRES DES CEDANTES	40 523 079 983	507 755 952	40 015 324 031	38 043 842 875
FONDS DE GARANTIE POOL ENERGIE ET AVIATION	449 193 160		449 193 160	439 045 691
SINISTRES AU COMPTANT PAYES	4 850 830 166		4 850 830 166	3 748 878 338
VALEURS MOBILIERES	36 527 550 298	324 007 967	36 203 542 331	27 611 729 451
PRETS	1 512 012 532		1 512 012 532	1 188 099 597
TITRES DE PARTICIPATION	5 552 294 068	2 720 404 629	2 831 889 439	2 657 895 631
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	19 732 901		19 732 901	19 732 901
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	102 072 533 418	9 564 826 300	92 556 581 020	80 167 566 003
PART DES RETROCESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES				
BRANCHES VIE	4 627 772 970		4 627 772 970	2 390 688 689
PROVISIONS MATHEMATIQUES	4 595 334 909		4 595 334 909	2 355 863 741
PROVISIONS DE SINISTRES	32 438 061		32 438 061	34 824 948
BRANCHES ELEMENTAIRES	21 309 704 796		21 309 704 796	21 970 430 095
PROVISIONS DE PRIMES	1 248 720 110		1 248 720 110	1 934 552 506
PROVISIONS DE SINISTRES	20 060 984 686		20 060 984 686	20 035 877 589
TOTAL PART DES RETROCESSIONNAIRES	25 937 477 766	0	25 937 477 766	24 361 118 784
VALEURS REALISABLES A COURT TERME OU DISPONIBLES				
COMPAGNIES DEBITRICES	65 941 123 499	8 008 616 137	57 932 507 362	48 702 877 911
ACTIONNAIRES	0	0	0	0
DEBITEURS DIVERS	192 754 687	0	192 754 687	306 923 268
COMPTES DE REGULARISATION (ACTIF)	1 954 421 589		1 954 421 589	1 550 734 518
TITRES DE PLACEMENT	4 787 633 999	1 164 927 357	3 622 706 642	3 493 459 648
CHEQUES ET COUPONS A ENCAISSER	0		0	0
BANQUES ET CHEQUES POSTAUX	53 408 401 984	1 204 384 408	52 204 017 576	52 545 243 876
CAISSE	25 405 091		25 405 091	31 279 136
TOTAL VALEURS REALISABLES OU DISPONIBLES	126 309 740 850	10 377 927 902	115 931 812 947	106 630 518 357
TOTAL GENERAL	254 319 752 034	19 942 754 202	234 425 871 734	211 159 203 144

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE

IV LES PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES

 Suite

 Accueil

PASSIF MONTANT	NET 2023 MONTANT	NET 2022
CAPITAUX PROPRES ET RESERVES		
CAPITAL SOCIAL	60 000 000 000	60 000 000 000
PRIME D'EMISSION	8 909 000 000	8 909 000 000
RESERVE LEGALE	5 857 510 504	5 035 527 381
RESERVES FACULTATIVES	17 333 150 102	12 935 301 993
RESERVES POUR CATASTROPHES		
REPORT A NOUVEAU		
TOTAL	92 099 660 606	86 879 829 374
RESERVES REGLEMENTEES		
RESERVES POUR FLUCTUATION DE CHANGE	0	466 101 251
RESERVES POUR FLUCTUATION DE LA SINISTRALITE	2 517 051 361	2 517 051 361
TOTAL	2 517 051 361	2 983 152 612
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RECUES		
PROVISIONS POUR PERTES ET CHARGES	1 262 662 480	989 823 534
DETTES A LONG ET MOYEN TERME		
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	6 600 000	6 600 000
DETTES POUR POOL AVIATION AFRICAIN	37 252 176	38 511 288
DETTES POUR ESPECES DEPOSEES PAR LES RETROCESSIONNAIRES EN REPRESENTATION D'ENGAGEMENTS TECHNIQUES	2 034 751 592	2 927 309 784
TOTAL	3 341 266 248	3 962 244 606
PROVISIONS TECHNIQUES		
BRANCHES VIE	16 165 874 709	13 066 971 759
PROVISIONS MATHEMATIQUES	12 709 961 883	10 038 942 037
PROVISIONS DE SINISTRES	3 455 912 826	3 028 029 722
BRANCHES ELEMENTAIRES	80 672 288 640	76 580 198 665
PROVISIONS DE PRIMES	15 922 187 559	16 021 807 453
PROVISIONS DE SINISTRES	64 750 101 081	60 558 391 212
TOTAL	96 838 163 349	89 647 170 424
DETTES A COURT TERME		
COMPAGNIES CREDITRICES	25 261 964 572	14 407 017 724
CREDITEURS DIVERS	1 925 537 295	2 738 375 349
COMPTES DE REGULARISATION (PASSIF)	2 436 729 642	2 314 355 534
BANQUES ET CHEQUES POSTAUX	0	7 226 289
TOTAL	29 624 231 510	19 466 974 896
RESULTAT (BENEFICE DE L'EXERCICE)	10 005 498 660	8 219 831 232
TOTAL GENERAL	234 425 871 734	211 159 203 144

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES



COMPTE D'EXPLOITATION GENERAL Au 31 décembre 2023

DEBIT	OPERATIONS BRUTES	OPERATIONS RETROCEDEES	OPERATIONS NETTES 2023	OPERATIONS NETTES 2022
I BRANCHES VIE (V)				
SINISTRES				
Sinistres réglés	2 607 533 340	1 603 908 925	1 003 624 415	1 692 039 172
à ajouter : provisions de sinistres à la cloture de l'exercice	3 455 912 826	32 438 061	3 423 474 765	2 993 204 774
à déduire : provisions de sinistres à l'ouverture de l'exercice	3 032 362 838	34 824 948	2 997 537 890	1 614 418 248
SINISTRES COMPETENCE DE L'EXERCICE	3 031 083 328	1 601 522 038	1 429 561 290	3 070 825 698
COMMISSIONS ET COURTAGES	1 553 817 839	221 850 573	1 331 967 266	1 366 035 962
II BRANCHES NON VIE (NV)				
SINISTRES				
Sinistres réglés	42 935 886 704	4 126 916 316	38 808 970 388	34 980 618 799
à ajouter : provisions de sinistres à la cloture de l'exercice	64 750 101 081	0 060 984 686	44 689 116 395	40 522 513 623
à déduire : provisions de sinistres à l'ouverture de l'exercice	59 398 266 692	20 007 149 980	39 391 116 712	35 505 730 248
SINISTRES COMPETENCE DE L'EXERCICE	48 287 721 093	4 180 751 022	44 106 970 071	39 997 402 174
COMMISSIONS ET COURTAGES	23 351 488 252	1 076 520 191	22 274 968 061	21 826 190 404
III AUTRES CHARGES (Pages 33 à 34)				
FRAIS DE PERSONNEL			6 969 494 347	5 578 000 749
IMPÔTS ET TAXES			15 066 293	5 559 720
TRAVAUX, FOURNITURES ET SERVICES EXTERIEURS			1 491 556 866	1 412 498 054
TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS			485 946 117	418 204 453
FRAIS DIVERS DE GESTION			2 255 958 799	1 941 922 274
FRAIS FINANCIERS			836 272 547	177 229 527
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS			872 422 973	925 146 743
TOTAL AUTRES CHARGES			12 926 717 942	10 458 561 520
RESULTAT : BENEFICE D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE			14 862 876 509	11 375 036 793
TOTAL GENERAL			96 933 061 139	88 094 052 551

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES

 Suite

 Accueil

CREDIT	OPERATIONS BRUTES	OPERATIONS RETROCEDEES	OPERATIONS NETTES 2023	OPERATIONS NETTES 2022
I BRANCHES VIE (V)				
PRIMES NETTES D'ANNULATIONS	9 637 146 584	4 021 801 429	5 615 345 155	8 427 474 330
à ajouter : provisions mathématiques à l'ouverture de l'exercice	10 038 343 375	2 355 863 741	7 682 479 634	5 161 474 753
à déduire : provisions mathématiques à la clôture de l'exercice	12 709 961 883	4 595 334 909	8 114 626 974	7 683 078 296
PRIMES ACQUISES A L'EXERCICE	6 965 528 076	1 782 330 261	5 183 197 815	5 905 870 787
II BRANCHES NON VIE (NV)				
PRIMES NETTES D'ANNULATIONS	107 948 326 506	21 704 214 127	86 244 112 379	77 966 882 289
à ajouter : provisions de primes à l'ouverture de l'exercice	15 706 270 000	1 872 132 690	13 834 137 310	13 681 776 326
à déduire : provisions de primes à la clôture de l'exercice	15 922 187 559	1 248 720 110	14 673 467 449	14 087 254 947
PRIMES ACQUISES A L'EXERCICE	107 732 408 947	22 327 626 707	85 404 782 240	77 561 403 668
III PRODUITS FINANCIERS			6 345 081 084	4 612 226 976
INTERETS BANCAIRES			2 576 059 895	2 222 406 423
INTERETS DES PRETS ET AUTRES REVENUS			3 250 404 495	1 904 826 65
INTERETS SUR DEPOTS ESPECES			518 616 694	484 993 902
IV AUTRES PRODUITS			0	14 551 120
PRODUITS ACCESSOIRES			0	14 551 120
TOTAL III + IV			6 345 081 084	4 626 778 096
TOTAL GENERAL			96 933 061 139	88 094 052 551

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE

IV LES PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES

 Accueil

COMPTE GENERAL DE PERTES ET PROFITS

DEBIT	2023	2022
Pertes sur exercices antérieurs	29 021 697	18 336 066
Dotations aux provisions HE	5 152 604 433	3 743 244 390
Pertes de change	689 059 024	115 495 711
Autres pertes exceptionnelles	432 714 105	320 574 121
Bénéfice net de l'exercice	10 005 498 660	8 219 831 232
TOTAL	16 308 897 919	12 417 481 520

CREDIT	2023	2022
Bénéfice d'exploitation de l'exercice	14 862 876 509	11 375 036 793
Profits sur exercices antérieurs	21 120 404	5 309 666
Reprises de provision HE	1 127 103 511	1 031 542 341
Profits de change	264 464 945	3 971 901
Autres profits exceptionnels divers	33 332 550	1 620 819
TOTAL	16 308 897 919	12 417 481 520

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES



TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE EN FCFA

ELÉMENTS	2023	2022
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION		
Résultat avant Produits & charges financiers, impôts et éléments exceptionnels	9 354 067 972	6 940 039 344
Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
+ Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises (sauf celles portant sur l'actif circulant)	1 559 667 243	2 234 956 922
- Reprises sur provisions	(352 673 399)	(199 102 510)
= Résultat brut d'exploitation	10 561 061 816	8 975 893 756
Variation du Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation (r B.F.R.E.) :		
- Variation des créances d'exploitation	(11 224 753 917)	(14 163 252 949)
+ Variation des dettes d'exploitation	16 320 562 470	20 183 129 143
= Flux net de trésorerie d'exploitation	15 656 870 369	14 995 769 950
Autres encaissements et décaissements liés à l'activité :		
- Frais financiers	(836 272 547)	(177 229 527)
+ Produits financiers	6 345 081 084	4 612 226 976
- Charges exceptionnelles liées à l'activité	(6 303 399 259)	(4 197 650 288)
+ Produits exceptionnels liées à l'activité	1 446 021 410	1 042 444 727
= Flux net de trésorerie généré par l'activité (A)	16 308 301 057	16 275 561 838
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'INVESTISSEMENT		
- Acquisitions d'immobilisations	(13 648 175 113)	(18 520 632 885)
+ Réductions d'immobilisations financières	0	127 601 725
+/- Variation des autres postes (dettes et créances) relatifs aux immobilisations		
= Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(13 648 175 113)	(18 393 031 160)
FLUX DE TRESORERIE LIES AU FINANCEMENT		
+ Augmentation du capital	0	7 229 000 000
- Réduction de capital	-	-
- Dividendes versés	(3 000 000 000)	(2 500 000 000)
= Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(3 000 000 000)	4 729 000 000
VARIATION DE TRESORERIE (A + B + C)		
+ Trésorerie d'ouverture	52 569 296 723	49 957 766 045
= Trésorerie de clôture	52 229 422 667	52 569 296 723

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES

 **Accueil**

TABLEAU STATISTIQUE SUR 5 ANS (2019-2023) DES SOUSCRIPTIONS (Chiffres en millions de FCFA)

EXERCICE	BRANCHE	ZONE CIMA						ZONE HORS CIMA AFRIQUE			ZONE HORS CIMA HORS AFRIQUE			TOTAL GENERAL
		LEGALES	TRAITES	CL 1F	FAC.CONV	FAC. LEGALES	TOTAL	C. TRAITES	FACULT.	TOTAL C.	TRAITES	FACULT.	TOTAL	
2019	NON-VIE	6 844	4 071		9 406		20 320	5 136	6 041	11 177	19 187	5 975	25 162	56 659
	VIE	3 110	2 329		691		6 130	989	20	1 009	0		0	7 139
	TOTAL	9 954	6 399		10097		26450	6 125	6 061	12 186	19 187	5 975	25 162	63 798
2020	NON-VIE	4 828	3 518	25 606	6 464		40 417	6 023	6 510	12 533	16 560	10 322	26 882	79 832
	VIE	1 131	1 748	3 260	139		6 278	840	66	906	24	0	24	7 208
	TOTAL	5 958	5 266	28 867	6 603		46 695	6 863	6 576	13 438	16 584	10 322	26 906	87 040
2021	NON-VIE	8 852	2 247	13 854	6 105	8 275	39 334	6 393	8 241	14 634	22 376	13 660	36 037	90 004
	VIE	1 657	1 978	2 730	400	115	6 880	-37	47	11	0	0	0	6 891
	TOTAL	10 509	4 225	16 585	6 505	8 390	46 214	6 356	8 288	14 644	22 376	13 660	36 037	96 895
2022	NON-VIE	9 425	2 391	14 336	9 122	9 841	45 116	6 567	7 136	13 703	24 667	13 634	38 301	97 120
	VIE	3 390	1 946	2 101	254	132	7 823	20	35	55	0	968	968	8 846
	TOTAL	12 816	4 337	16 438	9 375	9 973	52 939	6 587	7 171	13 758	24 667	14 601	39 268	105 965
2023	NON-VIE	11 297	2 525	15 127	7 998	12 952	49 900	9 164	6 428	15 592	30 824	11 632	42 456	107 948
	VIE	2 650	3 175	2 771	233	118	8 946	169	55	224	0	468	468	9 637
	TOTAL	13 947	5 699	17 898	8 231	13 070	58 845	9 334	6 483	15 816	30 824	12 100	42 924	117 585

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES





March 25, 2024 01:39 PM Eastern Daylight Time

LONDRES--**(BUSINESS WIRE)**--AM Best a affirmé la notation de solidité financière de B+ (Bonne) et la notation de crédit émetteur à long terme de bbb- (Bonne) de la Compagnie Commune de Réassurance des États Membres de la CIMA (CICA-RE) (Togo). Les perspectives de ces notations de crédit (notations) sont stables.

Ces notations reflètent la force bilancielle de la CICA-RE, qu'AM Best qualifie de très solide, ainsi que sa performance opérationnelle adéquate, son profil de marché neutre et sa gestion des risques d'entreprise marginale.

La force bilancielle de la CICA-RE est étayée par sa capitalisation ajustée aux risques, qui était au niveau le plus fort à la fin de l'année 2022, telle que mesurée par le Best's Capital Adequacy Ratio (BCAR, ou ratio de suffisance de capital de Best). AM Best s'attend à ce que la capitalisation ajustée aux risques de la CICA-RE reste confortablement au-dessus du minimum requis pour que le BCAR soit évalué au niveau le plus fort, avec une marge de capitaux propres suffisante pour absorber les risques de souscription découlant des plans de croissance de la compagnie. L'évaluation de la force bilancielle de la CICA-RE tient également compte de sa bonne flexibilité financière, démontrée par des levées de fonds réussies auprès d'actionnaires existants et nouveaux, et qui ont permis d'augmenter le capital libéré à hauteur de 60 milliards XOF (98 millions USD) à la fin de l'année 2022, contre 32 milliards XOF (56 millions USD) à la fin de l'année 2018. Bien que la CICA-RE soit détentrice d'un portefeuille d'investissement bien diversifié par type d'actif et par zone géographique, ses actifs sont principalement concentrés dans la région de la Conférence interafricaine des marchés d'assurance (CIMA).

La CICA-RE a un historique de performance opérationnelle adéquate, avec un rendement moyen pondéré des capitaux propres sur cinq ans (2018-2022) de 9 %. Au cours de cette période, la compagnie a enregistré une performance technique solide, avec un ratio combiné moyen pondéré de 94 % (tel que calculé par AM Best), et un rendement des investissements de 5 %. La rentabilité de souscription de la CICA-RE reflète principalement la performance sous-jacente des marchés de l'assurance dans la région de la CIMA, ainsi que les affaires conventionnelles généralement rentables générées en dehors de la zone de la CIMA. AM Best s'attend à ce que la compagnie maintienne une performance technique solide, complétée par de bons revenus d'investissement.

L'évaluation du profil de marché neutre de la CICA-RE reflète la solide position de la compagnie dans la région de la CIMA, où son profil est étayé par des cessions obligatoires sur les activités de réassurance et d'assurance directe, ainsi que par des relations directes établies avec les cédantes locales. Suite aux révisions de la structure des cessions légales dans la région de la CIMA en 2020, le portefeuille de la CICA-RE a connu une croissance significative, avec des primes émises brutes (PEB) passant de 64 milliards XOF (109 millions USD) en 2019 à 106 milliards XOF (173 millions USD) en 2022. En 2022, la compagnie a généré 50 % de ses PEB dans la région de la CIMA, incluant les affaires de cession légale, le reste des activités découlant d'affaires conventionnelles réalisées sur le marché ouvert en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique latine.

La CICA-RE est exposée à des risques économiques, politiques et financiers élevés du fait de ses activités dans la région de la CIMA, ce qui est considéré comme un élément négatif dans le cadre des notations.

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES

 Suite

 Accueil

Ce communiqué de presse concerne des notations de crédit qui ont été publiées sur le site d'AM Best. Pour toute information sur les notations présentées dans ce communiqué et dans les autres documents pertinents, ainsi que pour obtenir les coordonnées du bureau responsable de l'émission de chacune des notations individuelles mentionnées dans le présent communiqué, veuillez consulter la page web d'AM Best consacrée à la [récente activité de notation](#). Pour de plus amples informations concernant l'utilisation et les limites des avis sur les notations de crédit, veuillez consulter le [Guide des notations de crédit de Best](#). Pour plus d'informations sur le bon usage des notations de crédit de Best, des évaluations de performance de Best, des évaluations préliminaires de crédit de Best et des communiqués de presse de Best, prière de consulter le [Guide pour un bon usage des notations et évaluations de Best](#).

AM Best est une agence mondiale de notation de crédit, un éditeur de presse et un fournisseur d'analyses de données, spécialisé dans le secteur de l'assurance. Basée aux États-Unis, la société est présente dans plus de 100 pays et possède des bureaux régionaux à Londres, Amsterdam, Dubaï, Hong Kong, Singapour et Mexico. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site www.ambest.com.

Copyright © 2024 A.M. Best Rating Services, Inc. et/ou ses filiales. TOUS DROITS RÉSERVÉS.

Le texte du communiqué issu d'une traduction ne doit d'aucune manière être considéré comme officiel. La seule version du communiqué qui fasse foi est celle du communiqué dans sa langue d'origine. La traduction devra toujours être confrontée au texte source, qui fera jurisprudence.

Contacts

Katharine Campkin, ACA
Analyste Financière
+44 20 7397 4383
katharine.campkin@ambest.com

Ghislain Le Cam, CFA, FRM
Directeur Senior, Pôle Analytique
+44 20 7397 0268
ghislain.lecam@ambest.com

Christopher Sharkey
Directeur Associé, Relations Publiques
+1 908 882 2310
christopher.sharkey@ambest.com

Al Slavin
Spécialiste Senior, Relations Publiques
+1 908 882 2318
al.slavin@ambest.com

Source AM BEST

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES



Source AM BEST



Credit Rating Announcement

GCR affirms CICA Re's international and national scale financial strength ratings of BB+ and AAA_(REG), with both ratings maintained on Stable Outlook.

Rating action

Ebene, 25 April 2022 – GCR Ratings ("GCR") has affirmed Joint Reinsurance Company of Member States of CIMA's ("CICA Re", "reinsurer") international scale financial strength rating of BB+ and national scale financial strength rating of AAA_(REG) with both ratings maintained on Stable Outlook.

Rated entity / issue	Rating class	Rating scale	Rating	Outlook/Watch
Joint Reinsurance Company of Member States of CIMA	Financial strength	International	BB+	Stable Outlook
	Financial strength	National	AAA _(REG)	Stable Outlook

Rating rationale

The affirmation of CICA Re's financial strength ratings reflects the sustained strong financial profile of the reinsurer, notably supported by solid capitalisation and improvements in liquidity, despite business expansion from the new legal cession arrangement. In the meantime, the overall business profile remained largely unchanged, although we note an ongoing capital raising exercise, which could improve the reinsurer's status and diversification outside the Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurance ("CIMA") Zone over the longer term, while cementing its financial profile within strong range.

Liquidity strengthened with the continued implementation of a conservative investment strategy, evidenced by: (i) investments in cash and cash equivalents (mainly in short-term deposits) increasing by 21% in FY20 from prior year (FY19: 68%), and (ii) interest securities (incl. government bonds) increasing by 176% in FY20 (FY19: -68%). As such, cash and stressed financial assets coverage of net technical liabilities increased to 1.7x in FY20 from 1.4x in FY19, while operational cash coverage equated to 11 months (FY19: 9 months). We expect liquidity to remain at improved levels over the medium term, with potential for further improvements in the factor assessment upon the finalisation of the capital increase.

Capitalisation also remained strong, supported by sound internal capital generation, along with incremental capital

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES

 Suite

 Accueil

injections, which could boost the reinsurer's capital base from XOF 50bn to XOF 60bn over the short to medium term. Consequently, the GCR capital adequacy ratio ("CAR") is likely to be maintained above 3.0x, largely enough to cater for the growth in aggregate risks due to the widening of legal cessions in the CIMA Zone, as well as marketing activities outside the local market.

Earnings are viewed to be healthy, even though the loss ratio has increased from 48% in FY20 to 53% in FY21, after implementing a prudent claim reserving approach on the new legal cessions. We therefore expect the loss ratio to remain close to the five-year average at around 50% in the next 12-18 months, stabilised by ongoing portfolio cleaning exercises outside the CIMA region. We also note that the underwriting improvements in the recent five years are a function of improving scale efficiencies, evidenced by the decrease in the operating expense ratio from 20% in FY13 to 13% in FY20 and FY21. Nonetheless, the FY21 underwriting margin and net return on revenue of the reinsurer remained subdued at around 10.4% and 9.6% respectively (FY20: 11.9% and 8.1%), due among other factors to foreign exchange losses, while the earnings profile of the reinsurer remains structurally limited by low investment yields relative to peers.

Membership strength and diversity remained unchanged, although note is taken that the ongoing capital increase is likely to see the entry of a strategic shareholder, who could somewhat strengthen CICA Re's membership base. In addition, the reinsurer could benefit over the longer term from more diversification outside the CIMA Zone, balancing increased exposure to this relatively weaker market stemming from the new legal cession arrangement. As a result, the reinsurer's ability to develop a meaningful diversification outside the primary market, while adequately fulfilling its mandate in the CIMA region, represents a key rating consideration over the medium to long-term.

Outlook statement

The Stable Outlook reflects GCR's view that the reinsurer will maintain a financial profile strong enough to absorb pressures from exposures to the weaker jurisdictions of the CIMA Zone over the medium term. Earnings are expected to remain healthy as portfolio cleaning exercises are conducted, and revenue increases with the widening of legal cessions. Meanwhile, liquidity and capitalisation strengths will be reinforced by a stable and conservative investment strategy. This financial profile is likely to be further supported by the ongoing capital increase, which is expected to see the entry of a strategic shareholder. As such, CICA-Re's membership could be somewhat strengthened upon the finalisation of its capital raise, and eventually benefit over the longer term from more diversification outside the CIMA Zone.

Rating triggers

A positive rating action on the international scale financial strength rating may result from a strengthening in the membership base, along with a material improvement in earnings, and/or sustained improvements in liquidity. In contrast, downward rating pressure could stem from lack of meaningful diversification outside the CIMA zone to counterbalance the weaker credit profile of the regional market. Furthermore, a deterioration in the earnings profile that negatively impacts on capitalisation and liquidity could result in negative rating action.

Analytical contacts

Primary analyst	Vinal Ramdenee	Senior Analyst
Ebene, MU	VinalR@GCRratings.com	+27 11 784 1771
Secondary analyst	Fleur Ngassa	Analyst: Insurance ratings
Johannesburg, ZA	MartaineN@GCRratings.com	+27 11 784 1771

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES

 Suite

 Accueil

Committee chair	Godfrey Chingona	Deputy Sector Head; Insurance Rating
Johannesburg, ZA	GodfreyC@GCRratings.com	+27 11 784 1771

Related criteria and research

Criteria for the GCR Ratings Framework, January 2022
Criteria for Rating Supranational Institutions, May 2019
Criteria for Rating Insurance Companies, May 2019 - GCR
Ratings Scales, Symbols & Definitions, May 2019 - GCR
Country Risk Scores, December 2021
GCR Insurance Sector Risk Scores, March 2022

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
* PRINCIPAUX INDICATEURS
* CONSEIL D'ADMINISTRATION
* DIRECTION GÉNÉRALE
* AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
* ANNEXES

 **Accueil**

RESOLUTIONS

PREMIÈRE RÉOLUTION

Relative à l'approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes (exercice 2023)

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire aux comptes sur les états financiers et les conventions réglementées, approuve, à l'unanimité des membres présents ou représentés, lesdits rapports ainsi que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils lui sont présentés.

En conséquence, elle donne quitus aux Administrateurs pour leur gestion au titre de l'exercice 2023.

DEUXIÈME RÉOLUTION

Relative à l'affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, constatant que le bénéfice de l'exercice 2023 s'élève à dix milliards cinq millions quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille six cent soixante (10 005 498 660) FCFA, décide, à l'unanimité des membres présents ou représentés, de l'affecter comme suit :

Réserve Légale (1/10 du bénéfice de l'exercice)	1 000 549 866 FCFA
Réserve facultative	5 404 948 794 FCFA
Bénéfice à distribuer (35,98 %)	3 600 000 000 FCFA
Total	10 005 498 660 FCFA

Le montant de dividende par action est fixé à 60 000 FCFA.

TROISIÈME RÉOLUTION

Relative aux conditions d'exercice de la fonction d'Administrateur

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe à la majorité des membres présents ou représentés, la rémunération globale annuelle du Conseil à un montant de cinq cent vingt-quatre millions neuf cent quarante mille (524 940 000) FCFA, à effet du 1er janvier 2024, à charge pour le Conseil d'en assurer la répartition ; le représentant de la Banque Africaine de Développement s'étant abstenu.

- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES

QUATRIÈME RÉSOLUTION

Relative à l'élection d'Administrateurs

L'Assemblée Générale Ordinaire, conformément aux dispositions de l'article 21.1 de l'Accord Révisé le 21 septembre 2022 portant création de la Compagnie Commune de Réassurance des Etats Membres de la CIMA (CICA RE), ratifié à l'unanimité des membres présents ou représentés, les nominations des personnalités ci-dessous, cooptées par le Conseil d'Administration, en qualité d'Administrateurs en remplacement de leurs prédécesseurs respectifs pour la période de leur mandat restant à courir jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2023. Il s'agit de :

- Monsieur RAMBA Etienne, Directeur National des Assurances, comme Administrateur représentant le Gabon, en remplacement de Monsieur Olivier MEBIAME ASSAME ;
- Madame DAO Djénéba, Directrice des Assurances, comme Administrateur représentant le Burkina Faso, en remplacement de Madame Mamou OUEDRAOGO.

En application des dispositions de l'Annexe B de l'Accord révisé le 21 septembre 2022 relatives aux modalités de répartition des postes au Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire élit en qualité d'Administrateurs, pour un mandat à effet du 05 juillet 2024 jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2026, les personnalités dont les noms suivent :

- Mme DAO Djénéba, pour le Burkina Faso
- Mme ABOUI Antoni Marie Jubilaire Epouse MENDOUA, pour la République du Cameroun
- M DAKO Paulin, pour le groupe CONGO-BENIN-MALI
- M TRAORE Issouf, pour la République de Côte d'Ivoire
- M RAMBA Etienne, pour la République Gabonaise
- M DEME Mamadou, pour la République du Sénégal
- M GANDA MAGA GALI, pour le groupe TOGO-TCHAD-RCA-NIGER
- M BEN BARKA Moustapha, pour la BOAD
- M ZONGO Thomas, pour le groupe « Autres Sociétés d'Assurances »
- M SILUE Gnénéyéri Jacques, pour la CNPS de Côte d'Ivoire ;

* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE

* PRINCIPAUX INDICATEURS

* CONSEIL D'ADMINISTRATION

* DIRECTION GÉNÉRALE

* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* ANNEXES



CINQUIÈME RÉOLUTION

Relative au renouvellement des mandats des Commissaires aux comptes

L'Assemblée Générale Ordinaire renouvelle pour une durée de trois (03) ans couvrant les exercices 2024, 2025 et 2026 les mandats des Cabinets :

- GRANT THORNTON SENEGAL, en qualité de Commissaire aux comptes titulaire, représenté par Monsieur Mansour GAYE ;
- DELOITTE TOGO, en qualité de Commissaire aux comptes suppléant, représenté par Madame Maryse ADOTEVI.

SIXIÈME RÉOLUTION

Relative aux dates et lieux des prochaines Assemblées Générales Ordinaires

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur invitation de l'Etat Gabonais, marque son accord pour l'organisation de la 43^{ème} Assemblée Générale Ordinaire au GABON, la 42^{ème} s'étant tenue à Abidjan.

En conséquence, la 44^{ème} Assemblée Générale Ordinaire sera organisée à Bamako, République du Mali, sous réserve d'une invitation officielle des Autorités de ce pays.

SEPTIÈME RÉOLUTION

Relative à la motion de remerciement

L'Assemblée Générale Ordinaire exprime ses sincères remerciements au Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire pour l'accueil, l'hospitalité et toutes les facilités qui lui ont permis de tenir avec succès sa 42^{ème} réunion à Abidjan.

L'Assemblée Générale Ordinaire demande à son Président de transmettre, par l'intermédiaire des Autorités compétentes, au Chef de l'Etat, au Gouvernement et au peuple ivoirien, sa gratitude pour le soutien apporté à la CICA-RE et pour la généreuse manifestation de fraternité et d'amitié à l'endroit des participants venus des divers pays.



L'Assemblée Générale Ordinaire exprime ses sincères remerciements au Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire



* PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
* PRINCIPAUX INDICATEURS
* CONSEIL D'ADMINISTRATION
* DIRECTION GÉNÉRALE
* AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE

IV LES PERSPECTIVES

* RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
* ANNEXES

 Accueil

42^{ème} ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

05 JUILLET 2024
ABIDJAN

(REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE)



- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES



Allocution 1er Ministre de CI



Allocution de la PCA



- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
 - * PRINCIPAUX INDICATEURS
 - * CONSEIL D'ADMINISTRATION
 - * DIRECTION GÉNÉRALE
 - * AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE

IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES



Allocution Ministre de l'économie de CI



La Direction Générale de CICA-RE en compagnie des officiels ivoiriens



- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES

 Accueil

Le Premier Ministre et le Ministre de l'économie ivoirien



Les Directeurs Technique, Vie et bureau régional d'Abidjan



- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES



Les invités de marque



Une photo des officiels de la cérémonie



- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE
ÉCONOMIQUE ET
L'ENVIRONNEMENT
COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ
DE LA COMPAGNIE

IV LES
PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES

 Accueil

Prestation des artistes - Josée



Prestation des artistes - Bomou Mamadou



- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

II LES OPÉRATIONS

III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE

IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES



Une vue des participants



Une vue des participants



- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES



Une vue des participants



Une vue des participants



- * PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CICA-RE
- * PRINCIPAUX INDICATEURS
- * CONSEIL D'ADMINISTRATION
- * DIRECTION GÉNÉRALE
- * AVANT-PROPOS

- I LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL
- II LES OPÉRATIONS
- III LA SOLVABILITÉ DE LA COMPAGNIE
- IV LES PERSPECTIVES

- * RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- * ANNEXES





CICA-RE

Compagnie Commune de Réassurance
des Etats Membres de la Conférence
Interafricaine des Marchés d'Assurances

www.cica-re.com